



COMPTE-RENDU DU SOMMET DES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE: 25-27 SEPTEMBRE 2015

Le Sommet des Nations Unies sur le développement durable, qui a adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030, s'est tenu du 25 au 27 septembre 2015 au Siège des Nations Unies, à New York. Les présidences des 6^e et 70^e sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), représentées respectivement par Lars Løkke Rasmussen, Premier ministre du Danemark, et Yoweri Museveni, Président de l'Ouganda, ont co-présidé le sommet.

Avant la plénière d'ouverture convoquée le vendredi matin, le Pape François s'est exprimé devant l'AGNU. La plénière d'ouverture officielle comprenait des prestations des ambassadrices de bonne volonté du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Shakira et Angélique Kidjo, et un message de la lauréate du prix Nobel de la paix, Malala Yousafzai, représentant les jeunes du monde.

Les chefs d'État et de gouvernement et autres représentants de haut niveau, les chefs d'entreprise et les militants de la société civile ont fait des déclarations en séance plénière pendant le Sommet de trois jours. Les délégués ont également pris part à six dialogues interactifs organisés sur: l'élimination de la pauvreté et de la faim; la lutte contre les inégalités, l'autonomisation des femmes et des filles, en veillant à ne laisser personne pour compte; la promotion d'une croissance économique durable, la transformation et la promotion de la consommation et de la production durables; la revitalisation du Partenariat mondial; la création d'institutions efficaces, responsables et inclusives pour mener à bien le développement durable; et la protection de notre planète et la lutte contre les changements climatiques. De nombreux autres événements et réunions bilatérales ont eu lieu en marge du Sommet, y compris les événements de haut niveau organisés par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'initiative Énergie durable pour tous (SE4All) lancée par le Secrétaire général des Nations Unies et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Au total, plus de 9 000 délégués, y compris 136 chefs d'État et de gouvernement, des ministres, des chefs d'entreprise et des représentants de la société civile ont participé au Sommet des Nations Unies sur le développement durable.

Pendant la plénière, de nombreux dirigeants ont annoncé des engagements nationaux pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD), et ont souligné l'importance de parvenir à un accord global solide sur le climat à la Conférence de Paris sur les changements climatiques prévue en décembre. Bon nombre de délégués ont souligné le caractère historique du Sommet et le haut niveau d'ambition des ODD, alors même qu'ils anticipaient les défis à venir. Plusieurs délégués ont commenté que le succès du Sommet et du Programme 2030 sera mesuré, non pas sur la base des promesses, mais en fonction du nombre de promesses concrétisées.

Une réunion informelle des chefs d'État et de gouvernement sur les préparatifs de la Conférence de Paris sur les changements climatiques a eu lieu à l'heure du déjeuner le dernier jour. Olanta Humala, Président du Pérou, et François Hollande, Président de la France, ont présenté les discussions à la presse, en notant l'attente générale qu'un accord soit conclu à Paris; toutefois, la question demeurerait de savoir quel serait le niveau d'ambition. Le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon, a souligné que les dirigeants ont exprimé leur soutien pour un accord qui permettrait d'accélérer l'utilisation de l'énergie propre, « cohérent avec un objectif de 2°C ».

DANS CE NUMÉRO

Bref historique du programme de développement pour l'après-2015	2
Compte-rendu du Sommet	3
Débat général	4
Dialogues interactifs	13
Plénière de clôture	17
Breve analyse du Sommet de l'ONU sur le développement durable	17
Réunions à venir	20
Glossaire	21

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Rishikesh Bhandary, Faye Leone, Leila Mead, Delia Paul, Nathalie Risse, Ph.D., et Lynn Wagner, Ph.D. Version française: Hélène Kom - Correctrice: Louison Dumaine-Laulusa. Editrice en chef: Pamela Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: l'Union européenne, le Gouvernement suisse (Office fédéral de l'environnement (OFEV) et Direction du développement et de la coopération (DDC)), et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2015, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA.



<http://enb.iisd.mobi/>

Lors de la séance plénière de clôture organisée dans la soirée du dimanche 27 septembre, les Co-présidents des dialogues interactifs ont présenté les résumés et les conclusions générales de chaque événement, et les délégués ont visionné une vidéo intitulée, « L'Histoire que vous êtes en train de façonner », qui met l'accent sur l'ampleur des ODD et sur les possibilités qui s'offrent à chacun de jouer un rôle dans le nouveau programme de développement durable.

BREF HISTORIQUE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015

Le processus de négociations intergouvernementales sur le programme de développement pour l'après-2015 a été mandaté initialement lors de la Réunion extraordinaire sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) organisée en septembre 2013 sous l'égide de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), au cours de laquelle il a également été décidé qu'un Sommet mondial devrait se tenir en septembre 2015 pour adopter un nouveau programme des Nations Unies pour le développement. La Réunion extraordinaire a également appelé à l'établissement de liens entre le nouveau programme de développement et les objectifs de développement durable (ODD) mandatés à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20).

LE SOMMET DU MILLÉNAIRE ET LES OMD: Le Sommet du Millénaire des Nations Unies s'est déroulé du 6 au 8 septembre 2000, au Siège des Nations Unies à New York. 149 chefs d'État et de gouvernement et des représentants de haut niveau de plus de 40 autres pays ont assisté à ce sommet dont le principal document produit a été la Déclaration du Millénaire. Cette déclaration comprenait une affirmation des valeurs, principes et objectifs du programme international pour le 21^e siècle. Par la suite, les OMD ont été élaborés sur la base des consultations parmi les représentants des institutions internationales. Le Secrétaire général des Nations Unies a présenté les OMD à l'AGNU en 2001, et les États membres des Nations Unies ont recommandé que ceux-ci servent de guide pour la mise en œuvre de la Déclaration du millénaire, en fixant à 2015 la date limite pour atteindre ces objectifs.

CNUDD: La communauté internationale s'est rassemblée pour la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD ou Rio+20) à Rio de Janeiro, au Brésil, en juin 2012, et a décidé de lancer un processus visant à élaborer un ensemble d'ODD. Le document final de Rio+20 appelait à la mise en place d'un Groupe de travail ouvert (GTO) qui présenterait une proposition sur les ODD. Le document final de Rio+20 souligne, entre autres:

- l'importance de rester fermement attaché à la réalisation complète et rapide des OMD et de respecter tous les principes de Rio, en tenant compte de la diversité des situations, des capacités et des priorités nationales;
- la nécessité de s'assurer de la coordination et de la cohérence avec les processus traitant du programme de développement pour l'après-2015, et de bénéficier d'une première contribution au travail du GTO de la part du Secrétaire général des Nations Unies, en concertation avec les gouvernements nationaux; et

- la nécessité d'évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs, accompagnés de cibles et d'indicateurs, tout en prenant en compte la diversité des situations et des capacités nationales et les niveaux de développement des pays.

L'AGNU a approuvé le document final, intitulé « L'avenir que nous voulons », dans sa Résolution 66/288 du 27 juillet 2012.

RÉUNION EXTRAORDINAIRE DE L'AGNU SUR LE SUIVI DES EFFORTS VISANT LA RÉALISATION DES OMD: Cette réunion extraordinaire a eu lieu le 25 septembre 2013 au Siège des Nations Unies à New York. Le document final de la réunion a appelé, entre autres: à la mise en place d'un cadre unique et d'un ensemble d'objectifs de nature universelle et applicables à tous les pays, et qui soutiennent la paix et la sécurité, la gouvernance démocratique, l'état de droit, l'égalité des genres et les droits humains pour tous; à des négociations intergouvernementales sur le programme pour l'après-2015; le Secrétaire général à publier, avant la fin de 2014, un rapport de synthèse sur toutes les contributions relatives au programme de développement pour l'après-2015; et à l'adoption d'un nouveau programme lors du sommet de septembre 2015.

GTO: Le GTO sur les ODD a tenu ses huit premières réunions, également désignées comme la phase des « contributions » ou d'« état des lieux », entre mars 2013 et février 2014 au Siège des Nations Unies à New York. En février 2014, les Co-présidents Macharia Kamau (Kenya) et Csaba Kőrösi (Hongrie) ont publié un document de « bilan » passant en revue les discussions menées jusqu'alors, et décrivant 19 domaines d'intervention constituant la base des discussions futures. Un « avant-projet » des objectifs et des cibles a été publié le 2 juin 2014. Le 19 juillet 2014, après deux sessions de consultations principalement informelles et à la clôture de la 13^e session du GTO, le Groupe a adopté par acclamation un rapport proposant 17 ODD et 169 cibles, et a décidé de soumettre cette proposition à l'AGNU pour examen et décision à sa 68^e session.

RAPPORT DE SYNTHÈSE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES: L'AGNU, dans sa Résolution 68/6 de septembre 2013, a prié le Secrétaire général des Nations Unies de synthétiser, avant fin 2014, les contributions relatives au programme de développement pour l'après-2015, dans un rapport destiné à alimenter les négociations intergouvernementales sur le programme de développement pour l'après-2015. Le Secrétaire général Ban Ki-moon a publié le 6 décembre 2014 une version préliminaire de « La dignité pour tous d'ici 2030: éliminer la pauvreté, transformer nos vies et protéger la planète » et l'a officiellement présentée aux États membres des Nations Unies le 8 janvier 2015. Le rapport propose un ensemble intégré de six éléments essentiels, à savoir: la dignité, les êtres humains, la prospérité, la planète, la justice et le partenariat.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES: Un certain nombre de résolutions de l'AGNU ont établi et fixé des paramètres pour les négociations sur le programme de développement pour l'après-2015 et autres processus connexes.

Le 30 juin 2014, l'AGNU a adopté la Résolution 68/279 intitulée « Modalités de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (FdD3) ». La résolution incluait la décision de tenir la FdD3 et soulignait la nécessité d'une coordination efficace avec les préparatifs du sommet qui adoptera le programme de développement pour l'après-2015.

Le 10 septembre 2014, l'AGNU a adopté la Résolution 68/309 par laquelle elle prend note de la conclusion des travaux du GTO; salue son rapport; et décide que la proposition du GTO incluse dans son rapport formera la base principale pour l'intégration des ODD dans le programme de développement pour l'après-2015, tout en reconnaissant que d'autres contributions seront également examinées durant le processus de négociations intergouvernementales en 2015.

Le 29 décembre 2014, l'AGNU a adopté la Résolution 69/244 sur l'organisation du Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015, notant qu'il aura lieu du 25 au 27 septembre 2015 à New York, la 70^e session du Débat général des Nations Unies débutant le 28 septembre.

Le 16 janvier 2015, l'AGNU a adopté une décision sur les modalités des négociations intergouvernementales concernant le programme de développement pour l'après-2015 (A/69/L.46). La décision affirme, entre autres:

- que la proposition du GTO sur les ODD formera la base principale pour l'intégration des ODD dans le programme de développement pour l'après-2015, tout en reconnaissant que d'autres contributions seront également prises en compte;
- qu'« il est impératif de déployer tous les efforts » pour assurer une coordination efficace entre les négociations intergouvernementales sur le programme de développement pour l'après-2015 et le processus préparatoire de la FdD3, ainsi que d'autres processus intergouvernementaux pertinents des Nations Unies;
- que le document final destiné à être adopté au Sommet « peut inclure », comme composantes principales: une déclaration; les ODD et les cibles; les moyens de mise en œuvre et un partenariat mondial pour le développement durable; et des modalités de suivi et d'examen; et
- que le projet initial de document final devra être préparé par les Co-facilitateurs « sur la base des points de vue exprimés par les États membres », et « en tenant compte des discussions de fond qui ont eu lieu dans le cadre du processus de négociations intergouvernementales », et être publié avant mai 2015.

NÉGOCIATIONS INTERGOUVERNEMENTALES SUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015: Une série de huit séances hebdomadaires ayant pour but de préparer le résultat du Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015 au Siège des Nations Unies à New York, a débuté en janvier 2015 et comprenait des dialogues interactifs avec les grands groupes et d'autres parties prenantes.

La première session, qui a eu lieu du 19 au 21 janvier 2015, a effectué un bilan des points de vue des gouvernements sur le programme. Sur la base de cette session, les Co-facilitateurs ont préparé un Recueil d'éléments pour examen à la session suivante.

La deuxième session s'est tenue du 17 au 20 février 2015. Cette session a été axée sur la composante déclaration du document final du Sommet. La session comprenait également une séance d'information avec le Directeur de la Division de statistique des Nations Unies concernant l'élaboration des indicateurs des ODD.

La troisième session a eu lieu du 23 au 27 mars 2015. Cette réunion a porté sur: les ODD et les cibles; une proposition de calendrier et de feuille de route pour la création d'un cadre des indicateurs des ODD par la Commission de statistique des Nations Unies (CSNU); l'expérience acquise par les pays dans la mise en œuvre du développement durable; et les arrangements pour une réunion conjointe avec le processus préparatoire de la FdD3 lors de sa session d'avril 2015.

La quatrième session a été organisée sous forme d'une réunion conjointe avec le processus de la FdD3, du 21 au 24 avril 2015. Les délégués y ont abordé: les délibérations de la deuxième réunion préparatoire de la FdD3 qui avait eu lieu la semaine précédente; une discussion avec les représentants de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international; les propositions relatives à la création d'un mécanisme de facilitation des technologies et d'autres questions relatives à la science, à la technologie et à l'innovation; la relation entre le processus de la FdD3 et celui de l'après-2015; le suivi et l'évaluation de la FdD3 et les moyens de mise en œuvre; et la cohérence entre les documents finaux issus des deux processus, les questions en suspens et la voie à suivre.

La cinquième session a eu lieu du 18 au 22 mai 2015. Tout au long de cette semaine, les délégués ont examiné: le suivi et l'examen du programme de développement pour l'après-2015; les objectifs, les cibles et les indicateurs; les thèmes des dialogues interactifs au cours du Sommet de septembre sur l'après 2015; et la voie à suivre. Les délégués ont également adopté les six thèmes des dialogues interactifs.

La sixième session s'est tenue du 22 au 25 juin 2015. Les délégations et les grands groupes ont présenté leurs réactions et amendements à l'avant-projet qui comprenait un préambule, une déclaration politique, les 17 ODD et des cibles en appui, une section sur les moyens de mise en œuvre et le Partenariat mondial, et une section sur un cadre pour le suivi et l'examen.

La dernière session de négociations de deux semaines a débuté le 20 juillet 2015 avec l'examen d'un projet de document final en date du 8 juillet. La session devait se terminer le 31 juillet, mais les co-facilitateurs ont produit de nouveaux projets de texte les 26, 30 et 31 juillet. Les délégués ont examiné un texte révisé en date du 1^{er} août, et l'ont adopté avec des amendements oraux lors de la séance plénière de clôture du dimanche 2 août. Le document final intitulé « Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030 » contient le préambule, une déclaration, 17 ODD et 169 cibles, les moyens de mise en œuvre et le Partenariat mondial, et un cadre pour le suivi et l'examen de la mise en œuvre.

COMPTE-RENDU DU SOMMET

Lors de l'ouverture du Sommet des Nations Unies sur le développement durable, le vendredi 25 septembre 2015, les États membres des Nations Unies et les observateurs ont visionné un film intitulé « La Terre vue du ciel », dans le cadre du thème sur les êtres humains et la planète, et ont assisté à un spectacle animé par les chanteuses Shakira et Angélique Kidjo. Malala Yousafzai, entourée par 193 représentants des jeunes tenant des lanternes bleues, a attiré l'attention des dirigeants sur le fait que l'éducation est, non pas un privilège, mais un droit, et les a appelés à promettre aux enfants la paix, la prospérité, l'éducation et la sécurité.

Lars Løkke Rasmussen, Premier ministre du Danemark, et Yoweri Museveni, Président de l'Ouganda, ont co-présidé le Sommet et prononcé les discours liminaires. Rasmussen a souligné le soutien du Danemark au titre de la cible de 0,7% du produit intérieur brut (PIB) pour l'aide publique au développement (APD) et pour les partenariats mondiaux qui catalysent les investissements dans les pays en développement et les pays à revenu intermédiaire (PRI). Museveni a déclaré que les ODD accordent la priorité aux principaux moteurs de la croissance économique tels que l'énergie, les transports et les technologies de l'information et de la communication, l'industrialisation et l'accès au marché. Il a appelé à un financement abordable à long terme pour les projets d'infrastructure essentiels, et à la mise en œuvre du nouveau forum proposé pour combler les déficits en matière d'infrastructure. Il a appelé à une réforme urgente du Conseil de sécurité des Nations unies et d'autres institutions multilatérales. Il a déclaré que le succès du programme repose sur sa capacité à lutter contre les inégalités et à améliorer la vie des plus vulnérables.

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), Ban Ki-moon, a déclaré que les 17 ODD proposent un plan pour la réussite, tandis que le Programme d'action d'Addis-Abeba (PAAA) fournit un cadre de financement solide, et que les institutions doivent s'ajuster à cet objectif. Il a souligné la nécessité d'adopter à Paris un accord solide et universel sur les changements climatiques.

Salil Shetty, Secrétaire général d'Amnesty International, a déclaré qu'il existe quatre tests pour les ODD: l'appropriation, la responsabilité, la non-discrimination, et la cohérence et l'uniformité. Il a noté que l'inégalité, l'injustice et la destruction de l'environnement forment une combinaison néfaste.

Le Premier ministre Rasmussen a ensuite demandé à l'Assemblée générale d'adopter officiellement le document A/70/L.1 intitulé « Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ». Il a indiqué que la Cinquième Commission de l'AGNU examinera les estimations des incidences sur le budget-programme (IBP) révisées relatives à la résolution. Rasmussen a déclaré l'adoption du document à 11h46. Les délégués l'ont accueillie avec une ovation, en acclamant et en agitant des drapeaux tandis qu'un court-métrage sur les « Objectifs mondiaux » était projeté.

Après l'adoption du document, le Sommet s'est réuni en séance plénière et en sessions de dialogue, et dans le cadre de nombreux événements parallèles, forums et tables rondes. Ce rapport résume les séances plénières et les dialogues.

DÉBAT GÉNÉRAL

Les chefs d'État et de gouvernement, et les représentants de haut niveau du secteur de l'entreprise, des organisations internationales et de la société civile, ont prononcé des discours en séance plénière tout au long du Sommet de trois jours.

Note de l'éditeur: Étant donné le nombre d'orateurs, le présent rapport cite uniquement les noms des chefs d'État et de gouvernement, des présidents-directeurs généraux (PDG) et d'autres dirigeants désignés des organisations.

VENDREDI 25 SEPTEMBRE: Le vendredi matin, après la plénière d'ouverture, Kolinda Grabar-Kitarović, Présidente de la Croatie, a déclaré que le PAAA énonce la manière de

générer le financement du développement durable, et a ajouté qu'à la fin de la Conférence de Paris sur les changements climatiques, nous pourrions dire que nous avons établi le cadre pour les ODD. Sauli Niinistö, Président de la Finlande, a déclaré que nous devons répondre au programme ambitieux avec des ressources ambitieuses. Gurbanguly Berdimuhamedov, Président du Turkménistan, a proposé l'établissement d'un nouveau mécanisme de coordination au niveau mondial pour la mise en œuvre des ODD, et a appelé à une redynamisation des commissions régionales des Nations Unies.

Juan Manuel Santos Calderón, Président de la Colombie, a rappelé que son pays a proposé les ODD il y a quelques années, a salué les objectifs en tant que base pour les fondements nécessaires pour la paix, qui sera à son tour un soutien pour tous les autres domaines du développement dans un « cercle vertueux », et a souligné la nécessité d'indicateurs crédibles des ODD. Abdel Fattah Al Sisi, Président de l'Égypte, a souligné le droit des pays en développement d'adopter des programmes économiques et sociaux conformes à leurs besoins régionaux. Ralph Gonsalves, Premier ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines, a déclaré que son pays est particulièrement vulnérable aux effets du réchauffement planétaire.

José Maria Pereira Neves, Premier ministre de Cabo Verde, a souligné l'ambition de son pays de bâtir une économie verte et bleue, équitable et inclusive. Perry Gladstone Christie, Premier ministre des Bahamas, a déclaré que le partenariat mondial doit aborder la question de l'endettement élevé des pays, et de la vulnérabilité aux chocs exogènes.

Angela Merkel, Chancelière d'Allemagne, a déclaré que les ODD s'appliquent à tous et que l'Allemagne fera rapport sur la mise en œuvre nationale au Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) en 2016. Elle a appelé à une vision commune sur la dé-carbonisation au niveau mondial.

Narendra Modi, Premier ministre de l'Inde, a déclaré que l'élimination de la pauvreté est notre plus grande obligation. Il a ajouté que le « fondement de notre entreprise » est le principe de responsabilités communes mais différenciées (RCMD), a souligné la nécessité d'une justice climatique et exprimé l'espoir que le Mécanisme de facilitation des technologies (MFT) transformera la technologie en un bien public. Enda Kenny, Premier ministre de l'Irlande, a souligné la nécessité d'un accord qui galvanise l'action, de progrès plus rapides sur l'égalité des genres et la bonne gouvernance.

La Jamaïque a salué la reconnaissance des défis particuliers rencontrés dans la mise en œuvre par les petits États insulaires en développement (PEID). La Côte d'Ivoire a appelé à un résultat solide à la Conférence de Paris sur les changements climatiques pour soutenir le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Trinité-et-Tobago a noté que le principe consistant à ne laisser personne pour compte démontre l'engagement à aborder les questions liées aux PEID. L'Afghanistan a appelé à une transformation du mécanisme de développement des Nations Unies.

Mark Wilson, Président-directeur général d'Aviva, a demandé à l'AGNU de fournir une feuille de route pour des marchés des capitaux durables. Jim Yong Kim, Président du Groupe de la Banque mondiale, a souligné l'importance de fixer des objectifs, d'élaborer des stratégies et de s'appuyer sur les enseignements tirés de la mise en œuvre des ODD. Christine

Lagarde, Directrice générale du Fonds monétaire international, a mis l'accent sur: une augmentation de 50% des ressources concessionnelles disponibles allouées aux pays les plus démunis; et à une intensification du soutien aux États fragiles et touchés par un conflit.

Raimonds Vējonis, Président de la Lettonie, a déclaré que l'état de droit constitue « le principe directeur » de la transformation économique et sociale. Salvador Sánchez Cerén, Président d'El Salvador, a appelé à l'élargissement de la coopération Sud-Sud et à une vision intégrale et plurielle du financement des ODD. Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Togo, a souligné l'adaptation des ODD aux contextes nationaux et régionaux.

Michelle Bachelet Jeria, Présidente du Chili, a mis l'accent sur la cohésion sociale et sur l'occasion offerte par les ODD de réaliser l'intégration économique. Arthur Peter Mutharika, Président du Malawi, a souligné la nécessité de mettre en œuvre les objectifs liés au genre. David Arthur Granger, Président de la République du Guyana, a appelé à: la conjugaison des efforts pour mettre en œuvre les ODD, y compris la réforme du système des Nations Unies; à la mobilisation de toutes les sources de financement; et à l'opérationnalisation du MFT.

Uhuru Kenyatta, Président du Kenya, a appelé à: l'augmentation des niveaux de l'APD, mieux cibler les ressources pour répondre aux besoins des plus démunis, et à des réformes commerciales pour soutenir la mise en œuvre des ODD. Ellen Johnson-Sirleaf, Présidente du Libéria, a appelé à un partenariat renouvelé et revitalisé entre les nations, avec une attention particulière au commerce équitable, à la fiscalité et à la technologie, tout en luttant contre le commerce illicite et le terrorisme. Anote Tong, Président de Kiribati, a appelé à la réalisation d'un accord ambitieux, significatif et juridiquement contraignant à la Conférence de Paris sur les changements climatiques, doté d'un mécanisme spécial pour une action rapide pour ceux qui se trouvent aux premières lignes face aux changements climatiques.

Juan Carlos Varela Rodríguez, Président du Panama, a pris l'engagement de restaurer 50% des zones déboisées du Panama au cours des 20 prochaines années. Il a déclaré que l'élargissement du Canal de Panama sera achevé en 2016, ce qui permettra de fournir plus de ressources pour la réalisation des ODD. Muhammadu Buhari, Président du Nigéria, a déclaré que son pays s'engage fermement pour une gestion financière et budgétaire transparente et pour la mise en place de mécanismes de lutte contre le vol de pétrole. Tommy Esang Remengesau, Président des Palaos, a déclaré que son pays vise un objectif de 20% d'énergie renouvelable sur l'ensemble de la consommation énergétique nationale avant 2020. Il a ajouté que le pays cherche à avoir un bilan carbone neutre avant 2050 et qu'il est en train de mettre en place le Sanctuaire marin national des Palaos, qui fermera à la pêche commerciale une zone équivalente à la superficie de la France.

Evo Morales Ayma, Président de la Bolivie, a rapporté que son pays a réduit l'extrême pauvreté de plus de 40% à 17%, et a atteint la plupart des OMD, ce qui n'aurait pas été possible si les ressources étaient toujours gérées par le secteur privé. Truong Tan Sang, Président du Viet Nam, a déclaré que les pays développés devraient prendre l'initiative d'assurer le renforcement des capacités, le transfert de technologies, la

facilitation du commerce et l'accès aux ressources financières dans les pays en développement. János Ader, Président de la Hongrie, a appelé à la réalisation d'un accord à la Conférence de Paris sur les changements climatiques, et a attiré l'attention sur le peu de temps restant avant le début de cette Conférence.

Elbegdorj Tsakhia, Président de la Mongolie, a souligné l'importance de: prendre la responsabilité d'assurer la mise en œuvre complète du Programme 2030; la bonne gouvernance; l'état de droit; et des institutions de surveillance et de responsabilisation fiables. Le Roi Felipe VI d'Espagne a indiqué que son pays a institué, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le premier fonds dédié aux ODD, qui finance des projets dans plus de 17 pays. Il a exprimé l'engagement de son pays à fournir d'ici 2030 0,7% de son PIB pour l'APD aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés (PMA).

Simonetta Sommaruga, Présidente de la Suisse, a déclaré que les priorités pour la Suisse comprennent les objectifs sur: l'égalité des genres; l'eau, au-delà de l'accès à l'eau potable et de l'assainissement; des sociétés pacifiques et inclusives; et des soins de santé qui couvrent également les maladies non transmissibles et la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation. Juan Orlando Hernández Alvarado, Président du Honduras, a noté les progrès accomplis dans son pays dans le domaine du trafic de drogue. Il a souligné l'importance de créer des emplois pour les femmes et a exprimé sa préoccupation concernant les impacts des changements climatiques sur le Honduras. Robert Mugabe, Président du Zimbabwe, a appelé à la levée immédiate des sanctions contre son pays, et à des ressources financières suffisantes pour la mise en œuvre du Programme 2030.

Le représentant du Botswana a présenté les progrès accomplis dans la mise en œuvre d'un programme visant à éliminer la pauvreté dans son pays, et a souligné que les femmes en ont été les plus grandes bénéficiaires. Le Guatemala a déclaré que la pauvreté est causée par l'absence de justice et a discuté de l'élimination de la corruption dans son pays. Edi Rama, Premier ministre de l'Albanie, a déclaré que son pays vise à offrir des soins de santé gratuits pour tous, et à mener une réforme judiciaire.

Erna Solberg, Premier ministre de la Norvège, a affirmé son engagement: à doubler l'aide humanitaire pour la Syrie; à doubler l'aide à l'éducation; et à continuer à fournir une aide correspondant à 1% du PIB pour catalyser le secteur privé. Adrian Hasler, Premier ministre du Liechtenstein, a attiré l'attention sur, entre autres, l'importance de la bonne gouvernance et de l'état de droit, et sur les mesures prises par son pays, y compris la lutte contre les flux financiers illicites et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Appelant à une vision réaliste et pratique, Gaston Alphonso Browne, Premier ministre d'Antigua-et-Barbuda, a déclaré: qu'une intensification du soutien fourni aux pays en développement est nécessaire; qu'une accentuation de la résilience des PEID est critique; et qu'un renforcement de la voix et de la participation des pays en développement est cruciale pour la réussite d'un programme de développement.

Miro Cerar, Premier ministre de la Slovaquie, a souligné l'importance de traiter les causes profondes de la crise migratoire en Europe; et a appelé à l'adoption à Paris d'un accord climatique ambitieux et durable.

Enele Sopoaga Sosene, Premier ministre des Tuvalu, a appelé à l'inclusion des changements climatiques comme un point de l'ordre du jour permanent dans le cadre du Conseil de sécurité; l'incorporation des vulnérabilités particulières des PEID dans les critères de classement des PMA; et l'amélioration de la connectivité et de l'intégration des PEID. Freundel Stuart, Premier ministre de la Barbade, a mis l'accent sur la vulnérabilité des petites îles, a appelé à l'adoption d'un accord ambitieux sur les changements climatiques, et à une stratégie d'allègement de la dette pour libérer un espace fiscal.

Hailemariam Desalegn, Premier ministre de l'Éthiopie, a demandé expressément d'apporter aux Nations Unies le soutien politique nécessaire pour s'acquitter de ses responsabilités et réaliser les objectifs du PAAA pour appuyer la mise en œuvre des ODD. Tshering Tobgay, Premier ministre du Bhoutan, a discuté du rôle des ODD dans le contexte du bonheur national brut, et a souligné la nécessité d'ajuster l'ONU afin qu'elle puisse atteindre les ODD, y compris par la réforme du Conseil de sécurité.

Le Népal a appelé à l'établissement d'un mécanisme de suivi pour s'assurer que les engagements sont traduits en actions et les actions en résultats; la fourniture d'un soutien international pour le renforcement des capacités, la gestion des risques de catastrophe et le renforcement de la résilience; et une approche du développement fondée sur les droits. La Namibie a appelé à l'établissement de conditions de financement favorables, d'institutions solides et d'une gouvernance efficace à tous les niveaux, et a déclaré que la communauté internationale a l'obligation de veiller à ce que les peuples de la Palestine et du Sahara occidental jouissent de leur droit inaliénable à un État souverain. Le représentant des Seychelles a fait référence à un engagement des chefs d'État de l'Union africaine d'adopter le concept de l'économie bleue comme essentiel pour le développement de l'Afrique, et a déclaré qu'une deuxième conférence sur l'économie bleue sera organisée en janvier 2016, avec le soutien des Émirats arabes unis.

La représentante de Bahreïn a salué le Programme 2030 pour avoir pris en compte les spécificités religieuses et culturelles des différents pays, et a déclaré que son pays tiendrait une conférence ministérielle de suivi axée sur la mise en œuvre. Le Kirghizistan a mis l'accent sur l'importance de l'hydroélectricité pour assurer un développement durable dans le pays, et a souligné les défis qui se posent aux pays en développement sans littoral (PDSL) montagneux. La représentante du Niger a déclaré que son pays vise à garantir des emplois décents pour les jeunes de moins de 25 ans; surmonter les effets des changements climatiques en augmentant la capacité d'adaptation; et promouvoir la bonne gouvernance politique et économique.

La République du Congo a souligné l'adoption d'une stratégie nationale de développement durable et a déclaré qu'une réforme de l'ensemble du système de financement est nécessaire. La représentante du Suriname a déclaré que son pays a maintenu un couvert forestier de plus de 90% et est en train de mettre en œuvre une politique nationale de salaire minimum et de pension de retraite de base; et a attiré l'attention sur les défis auxquels sont confrontés les PRI. Soulignant les réalisations nationales clés, y compris la croissance économique rapide et les réformes de santé à grande échelle, l'Ouzbékistan a mis l'accent sur

l'importance de remédier à la dégradation environnementale de la mer d'Aral et a appelé à la mise en place d'un fonds d'affectation spéciale pour soutenir les programmes connexes.

Le Belize a souligné sa croissance nationale et sa stratégie de durabilité qui intègre les ODD, et a appelé à un accès plus facile au financement public; des politiques commerciales multilatérales saines pour un meilleur accès au marché; et à des structures de gouvernance plus inclusives. La République démocratique du Congo a appelé à des mesures concrètes pour mettre en œuvre les ODD, et a souligné l'importance de la paix et de la sécurité internationales dans la promotion du développement. Notant que les politiques publiques de son pays ont été inspirées par les OMD, le représentant d'Haïti a souligné la nécessité d'adopter des approches flexibles pour l'aide au développement et l'amélioration des capacités et des politiques, afin d'attirer le secteur privé.

La Gambie a souligné l'importance de l'intégration des ODD dans les processus de planification nationaux; le financement et la technologie comme essentiels à la réalisation des ODD; et des mesures de surveillance et de vérification robustes pour le suivi des progrès. Le Burkina Faso a déclaré que le succès dépendra de la pleine intégration des ODD dans les stratégies régionales, nationales et infranationales. La représentante a souligné l'importance du financement public pour appuyer les investissements sociaux, et a appelé à un soutien renforcé pour la résolution des conflits, la prévention des conflits et le maintien de la paix.

Soulignant que les conditions nécessaires ont été mises en place pour terminer le travail inachevé des OMD, l'Union africaine a mis l'accent sur ses domaines d'intervention, notamment le développement des infrastructures, les ressources humaines et le renforcement des capacités, et sur l'utilisation de l'économie océanique africaine.

Dmitry Pankin, Président du conseil d'administration de la Banque eurasienne de développement, a souligné l'émergence de nouvelles banques de développement, y compris la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures et la Nouvelle Banque de développement du groupe BRICS, et a mis l'accent sur l'importance de coordonner le travail de toutes ces banques. Saber Hossain Chowdhury, Président de l'Union interparlementaire (UIP), a insisté sur la gouvernance, la lutte contre les inégalités et l'autonomisation des femmes, et sur la nécessité d'adapter toutes les institutions à ces objectifs. Zhang Xinsheng, Président de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), a exprimé son soutien à des solutions fondées sur la nature pour le développement durable.

Martin Kreutner, Doyen et Secrétaire exécutif de l'Académie internationale de lutte contre la corruption, a déclaré que la lutte contre la corruption est essentielle pour parvenir à un développement durable, et a souligné que la corruption a entravé la pleine réalisation des OMD et coûte plus de 5% du PIB mondial annuel. Comme l'a déclaré Sy, Secrétaire général de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, afin que le Programme 2030 soit un succès, il doit répondre aux besoins des personnes touchées par les crises humanitaires. Il a appelé à l'augmentation et à la diversification des ressources, et à un engagement politique plus grand. Michaëlle Jean, Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie a, entre autres, pris l'engagement d'aider les pays

à élaborer des stratégies nationales de développement durable, et a souligné le rôle des partenariats dans le domaine de l'aide aux femmes entrepreneures.

Soulignant le rôle des jeunes dans le développement durable, la Ligue des États arabes a déclaré qu'une réunion ministérielle a été organisée pour élaborer un plan d'action arabe pour la mise en œuvre des ODD. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a appelé à la fin de la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles, a souligné les efforts entrepris pour combattre l'évasion fiscale et les flux financiers illicites et, en collaboration avec le PNUD, pour renforcer les capacités de vérification fiscale dans les pays en développement, et a soutenu un processus de suivi et d'examen de « grande portée ». Fang Liu, Secrétaire générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a déclaré que l'aviation est un moteur puissant pour le développement, et a souligné notamment qu'elle ouvre des marchés pour les producteurs ruraux et favorise la connectivité dans les PEID et les PDSL. Elle a ajouté que le trafic aérien devrait doubler d'ici 2030.

José Graziano da Silva, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a souligné que l'agriculture et le développement rural sont au cœur de la lutte contre la faim et la pauvreté, a mis l'accent sur la nécessité de systèmes de protection sociale bien conçus, et a appelé à l'établissement de systèmes agricoles et alimentaires plus durables. Mukhisa Kituyi, Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), a souligné le rôle de la CNUCED dans le suivi des objectifs et a déclaré que la réalisation des ODD nécessitera un « effort d'investissement massif ». L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a mis l'accent sur une presse libre, indépendante et pluraliste, et sur la liberté d'expression comme moyens d'améliorer la gouvernance et renforcer l'état de droit.

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) a déclaré que l'objectif de 15 millions de personnes sous traitement salvateur contre le VIH avant 2015 a été atteint, et a souligné l'engagement de mettre fin à l'épidémie du sida d'ici 2030. La Confédération syndicale internationale (CSI) et le grand groupe des travailleurs et des syndicats ont déclaré que les moyens de mise en œuvre pour les ODD leur font défaut. Ils ont appelé à une éducation gratuite de qualité, à la liberté d'association et au droit à la négociation collective, et à la justice fiscale, y compris l'imposition progressive. HelpAge International a plaidé pour: la fin de la discrimination fondée sur l'âge; une planification nationale qui analyse, prépare et investit dans une population vieillissante; et l'intégration des personnes âgées dans les mécanismes mis en place pour l'exécution du nouveau programme de développement.

SAMEDI 26 SEPTEMBRE: Le samedi, le débat général s'est poursuivi, et Baron Divavesi Waqa, Président de Nauru, a appelé: à l'utilisation durable des ressources marines; au renforcement des institutions nationales; et à un accord juridiquement contraignant à Paris avec un objectif de température à long terme inférieur à 1,5°C. Le Prince Albert II, Prince régnant de Monaco, a mis en relief le rôle accru des centres urbains, l'importance des océans et le rôle du sport dans la promotion du développement durable. Nicos Anastasiades,

Président de Chypre, a déclaré que les efforts déployés pour lutter contre les changements climatiques devraient être au centre du Programme 2030, compte tenu de son caractère multisectoriel.

Hassan Rohani, Président de l'Iran, a souligné l'importance d'aborder l'extrémisme, le terrorisme et l'intégration de l'éducation environnementale dans les programmes scolaires. Il a également appelé à une diplomatie environnementale active avec les pays voisins. Filipe Jacinto Nyusi, Président du Mozambique, a mis l'accent sur l'importance d'intégrer les ODD dans les politiques nationales et de mettre en œuvre des programmes de développement humain et social, y compris le soutien à la santé procréative. Hassanal Bolkhiah, Sultan de Brunéi, a souligné: les discussions en cours relatives à la vision 2015 sur le développement durable de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN); le rôle des partenariats et de la coopération internationale; et l'implication des jeunes dans la mise en œuvre.

Choummaly Sayasone, Président de la République démocratique populaire lao, a pris l'engagement d'intégrer les ODD dans les plans de son pays, y compris la Vision pour 2030, la stratégie économique et sociale décennale, et le huitième plan quinquennal. Il a appelé à des mesures claires et concrètes, à des mécanismes et à des fonds pour soutenir la mise en œuvre. Park Geun-hye, Présidente de la République de Corée, a annoncé un certain nombre d'engagements, y compris l'Initiative vie meilleure pour les filles, qui viendra en aide aux filles les plus vulnérables dans les pays en développement, la coopération avec le PNUD et l'OCDE pour partager l'expérience de la République de Corée dans le domaine du développement rural, et la poursuite de son soutien au Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement.

Agila Saleh Essa Gwaider, chef d'Etat par intérim de la Libye, a souligné l'importance d'honorer les engagements de financement et la nécessité de respecter la culture et les priorités nationales lors de l'élaboration des indicateurs des ODD. Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, Émir du Koweït, a mis l'accent sur le rôle des mécanismes innovateurs dans la mise en œuvre des ODD et a discuté des programmes d'aide étrangère de son pays, en particulier des questions humanitaires. Raúl Castro Ruz, Président de Cuba, a souligné l'importance de la lutte contre la pauvreté extrême et les inégalités, et a déclaré que le rétablissement des liens entre Cuba et les États-Unis constitue un progrès important.

Xi Jinping, Président de la République populaire de Chine, a annoncé des engagements incluant: l'établissement d'un fonds d'aide à la coopération Sud-Sud pour la mise en œuvre des ODD doté de 2 milliards USD; l'augmentation des investissements dans les PMA à hauteur de 12 milliards USD d'ici 2030; et l'annulation de la dette des PMA, PDSL et PEID, pour ce qui est des prêts sans intérêt. Macky Sall, Président du Sénégal, a souligné l'importance d'aborder l'évasion fiscale, les flux financiers illicites, et les contrats miniers et pétroliers équitables. Muhammad Jusuf Kalla, de l'Indonésie, a souligné la nécessité: de s'appuyer sur les leçons tirées des OMD; de renforcer le partenariat mondial, notamment pour soutenir les PMA; et d'impliquer les acteurs non étatiques et privés dans la mise en œuvre des ODD.

Tuilaepa Sailele Malielegaoi, Premier ministre du Samoa, a souligné que la mise en œuvre, le suivi et l'examen du programme ne seront pas « uniformisés », et a mis l'accent

sur le rôle des circonstances particulières et des groupements. Il a déclaré que les indicateurs des ODD doivent tenir compte des expériences des PEID. Il a également attiré l'attention sur la possibilité d'aligner la prochaine stratégie quinquennale de développement du Samoa, qui sera publiée en 2016, sur le Programme 2030 et les Orientations de Samoa. Mark Rutte, Premier ministre des Pays-Bas, a rappelé l'idée de l'ancien Secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld, selon laquelle « seul celui qui garde les yeux fixés sur l'horizon lointain trouvera la route qui lui est adaptée », et a souligné les réalisations des OMD qui selon lui représentaient un « niveau d'ambition sans précédent » pour la communauté internationale. Il a également appelé à une plus grande implication du secteur privé, et a attiré l'attention sur l'engagement de Heineken et d'autres entreprises néerlandaises en faveur du nouveau programme.

Pakalitha Bethuel Mosisili, Premier ministre du Lesotho, a déploré le fait que certains OMD n'ont pas été atteints, mais a salué les progrès accomplis dans les domaines de l'éducation primaire gratuite et de l'autonomisation des femmes. Il a souligné l'importance d'un suivi et d'une évaluation efficaces du nouveau programme. Sigmundur Davíð Gunnlaugsson, Premier ministre de l'Islande, a salué le PAAA et les ODD, et a fait savoir qu'il attend avec intérêt le résultat de la Conférence de Paris sur les changements climatiques. Il a également souligné l'engagement pris par l'Islande d'avoir un bilan carbone neutre; appelé à une migration sûre et ordonnée, et à la reconnaissance du fardeau de l'accueil; et appelé à viser l'objectif d'un monde sans dégradation des terres.

Stefan Löfven, Premier ministre de la Suède, a souligné le lancement, par plusieurs dirigeants mondiaux, du Groupe de soutien de haut niveau pour les ODD dont le but est d'impliquer tous les secteurs et toutes les parties prenantes dans la mise en œuvre. Il a exprimé l'espoir que la Suède soit parmi les premières nations sans combustibles fossiles, et a déclaré que son pays reste « fidèle à l'objectif de 1% du PIB à l'APD ». Irakli Garibachvili, Premier ministre de la Géorgie, a cité la santé, l'énergie, les petites et moyennes entreprises et la transparence gouvernementale parmi les priorités de son pays. Hun Sen, Premier ministre du Cambodge, a déclaré que le 70^e anniversaire de l'ONU marque l'ouverture d'un nouveau chapitre dans le livre de l'histoire de l'humanité. À propos des ODD, il a indiqué que le Cambodge intégrera l'enlèvement des mines terrestres et des munitions non explosées comme un objectif supplémentaire.

Timothy Harris, Premier ministre de Saint-Kitts-et-Nevis, a salué les ODD sur le climat (13) et les océans (14). Il a mis en garde contre le reclassement de son pays du statut de PMA à celui de PEID sur la base du revenu par habitant, et a appelé à un accord réaliste et global sur les changements climatiques à Paris. Tammam Salam, Président du Conseil des ministres du Liban, a déclaré que bien que son pays soit le plus petit de la région, il accueille actuellement plus de 1,2 million de Syriens déplacés de force, soit un tiers de sa population. Il a appelé à une évaluation systématique du coût de l'accueil des réfugiés, afin de prédire de manière fiable les besoins financiers et de prendre des dispositions de réinstallation fondées sur les principes de partage du fardeau. Rui Maria De Araújo, Premier ministre du Timor-Leste, a déclaré que le Conseil des ministres de son pays a déjà approuvé les ODD, ouvrant la voie à leur mise en œuvre dans le cadre de son plan stratégique de développement et de son budget.

Manuel Domingos Vicente, de l'Angola, a soutenu l'accroissement de la représentation des femmes à tous les niveaux de gouvernement; exigé l'adoption d'engagements de financement concrets; et appelé les Nations Unies à jouer un rôle central dans la conduite de la politique globale de développement. La Guinée a souligné l'importance des mécanismes de coordination et de suivi pour la mise en œuvre du nouveau programme de développement et des objectifs. L'Uruguay a appuyé: l'accès universel à la santé sexuelle et procréative; l'accès à l'eau potable en tant que droit humain; et le changement des modèles de développement existants axés sur le profit.

Le Soudan a déclaré que les sanctions unilatérales et l'embarco commercial constituent des obstacles à l'élimination de la pauvreté et au développement. Le Tchad s'est prononcé en faveur: de la création d'un fonds d'innovation pour s'assurer que les nouvelles technologies sont adaptées au développement; des initiatives d'énergie durable, y compris l'initiative SE4ALL; de l'Initiative Muraille verte, dont le but est de « couvrir l'Afrique de verdure » et de lutter contre la désertification en Afrique; et des moyens pour mettre en œuvre des mécanismes de suivi adaptés au nouveau programme. Le Cameroun a appelé à l'établissement d'un organe international d'éthique chargé de promouvoir les valeurs universelles et humaines dans et entre les pays.

Le Canada a mis l'accent sur: la santé maternelle et néonatale en tant que base pour la croissance économique; les voies innovatrices pour le financement mixte; la création de partenariat avec tous les acteurs, y compris la société civile et le secteur public; et l'établissement des mécanismes de responsabilisation efficaces. La Jordanie a déclaré que les indicateurs seront intégrés dans le programme de développement « Jordanie 2025 » pour permettre le suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre des ODD, et a souligné les défis en matière de résilience au niveau national pour les pays qui accueillent les réfugiés venant de la Syrie. Le Myanmar a souligné l'importance du financement pour la mise en œuvre du programme de développement.

Madagascar, appuyé par le Tchad, a soutenu l'établissement du MFT. Soulignant les politiques d'inclusion sociale, Ollanta Humala Tasso, Président du Pérou, a présenté un plan national pour la diversification productive fondé sur des centres d'innovation qui rassemblent des petites entreprises, des organismes de recherche et des entreprises. Le Roi Mswati III, Chef d'État du Swaziland, a souligné l'importance du financement dans la réalisation des ODD et a attiré l'attention sur la convergence des ODD avec la Vision de l'Union africaine pour 2063.

Ikililou Dhoinine, Président des Comores, a appelé à une action sur les changements climatiques pour assurer un développement durable pour les PEID, et à la mise en œuvre des engagements afin de permettre une transformation structurelle de l'Afrique. À propos de la stratégie d'investissement humain de son pays, Ali Bongo Ondimba, Président du Gabon, a salué l'importance accordée à l'inclusion sociale dans le Programme, et a appelé à un accord universel et contraignant sur les changements climatiques à Paris. Faisant référence à la crise des réfugiés en Europe, Toomas Hendrik Ilves, Président de

l'Estonie, a plaidé pour des solutions à long terme et a déclaré que le plus grand atout des ODD réside dans leur caractère global et leur application universelle.

Boni Yayi, Président du Bénin, a mis l'accent sur: la gouvernance, la transparence, l'équité et la lutte contre la corruption; et la mise en œuvre des ODD tout en tenant compte du PAAA. Le Président du Mali Ibrahim Boubacar Keïta a déclaré que les pays qui sortent d'un conflit ne peuvent pas surmonter seuls les défis, et encore moins atteindre les ODD; a mentionné un accord de paix et de réconciliation signé par toutes les parties au Mali; et a mis l'accent sur la paix et la sécurité comme conditions préalables au développement durable.

Mohamed Ould Abdel Aziz, Président de la Mauritanie, a mis en exergue la nécessité de mécanismes de suivi, a déclaré que les solutions nationales ne peuvent plus répondre aux menaces complexes de sécurité transfrontalière, et a attiré l'attention sur la création du « G5 Sahel » dont le but est de renforcer la coopération pour le développement et la sécurité dans la région. Catherine Samba-Panza, Chef d'État de transition de la République centrafricaine, a déclaré qu'en raison des revers subis par son pays et résultant du conflit qui y sévit, aucun des OMD n'a été atteint. Andrea Belluzzi I et Roberto Venturini I, Capitaines-régents de Saint-Marin, ont souligné la nécessité de mobiliser un nouveau partenariat mondial, de porter attention aux plus faibles et aux plus vulnérables, et de développer des indicateurs spécifiques et universels.

Danilo Medina Sánchez, Président de la République dominicaine, a parlé des réalisations de son pays dans le cadre des OMD, notamment la réduction de la pauvreté et de la malnutrition. Il a félicité le Pape d'être devenu l'un des principaux porte-parole des pauvres, et a exprimé l'espoir que nous découvrirons la manière d'échapper au péché de l'indifférence. Edgar Chagwa Lungu, Président de la Zambie, a souligné que le développement durable suppose l'existence de la paix, a attiré l'attention sur la participation de la Zambie à des missions de maintien de la paix et a appelé à un soutien pour permettre aux soldats de mieux accomplir ces missions. Teodoro Nguema Obiang Mangue, de la Guinée équatoriale, a parlé des défis, y compris la nécessité de mettre fin au terrorisme, à la piraterie et à l'interventionnisme, et de remédier aux inefficacités des mécanismes d'aide internationale au développement.

Joseph Butore, du Burundi, a souligné qu'alors que les OMD ont montré que des progrès ont été réalisés, des programmes dotés de plans de financement durables et cohérents à long terme sont nécessaires. Kenny Davis Anthony, Premier ministre de Sainte-Lucie, a déclaré que les événements météorologiques extrêmes sèment le chaos dans la vie des habitants de sa région, que les cycles de réparation et de récupération constituent les principales causes de l'endettement massif de ces gouvernements et que son pays « ne peut que souhaiter que nous n'ayons pas été invités pour élaborer un accord » sur des illusions furtives qui ne seront jamais traduites en actes concrets. Meltek Sato Kilman Livtuvanu, Premier ministre de Vanuatu, a mis en relief les liens entre les accords de 2015 sur les ODD, le PAAA et l'accord sur les changements climatiques à Paris, et a souligné que le succès nécessite l'accès à des ressources financières et à des technologies appropriées, et la capacité des pays.

Jakaya Mrisho Kikwete, Président de la Tanzanie, a souligné l'importance de la poursuite de la mise en œuvre et des moyens d'exécution, en notant que l'imprévisibilité des ressources a créé

des difficultés pour la mise en œuvre des OMD. Josaia Voreqe Bainimarama, Premier ministre des Fidji, a parlé des efforts visant à éliminer la corruption dans son pays et, mettant l'accent sur la gestion durable des océans et des mers, a souligné un partenariat avec la Suède pour l'établissement de la Conférence triennale des Nations Unies sur les océans et les mers. Patrice Emery Trovoada, Premier ministre de Sao Tomé-et-Principe, a décrit les efforts de son pays en vue de réduire la pauvreté d'ici 2030 par le biais, entre autres, de la diversification économique, de la gestion des finances publiques, et de la création d'emplois pour les jeunes, et s'est dit favorable à un modèle de gouvernance mondiale plus inclusif.

Samiuela 'Akilisi Pohiva, Premier ministre des Tonga, a appelé à la conclusion de l'accord le plus solide possible à la Conférence de Paris sur les changements climatiques; à une gestion prudente des océans; et à un accès accru à l'énergie durable. Le représentant de la Palestine a souligné les difficultés rencontrées par le peuple palestinien en raison de l'absence de paix et de sécurité, y compris les blocus économiques. Moldova a noté que la Conférence de Paris sur les changements climatiques aura donné la possibilité de traduire les objectifs relatifs à l'environnement en engagements concrets. La représentante a également souligné l'importance du renforcement des institutions et des capacités.

Le représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a attiré l'attention sur les ODD 13 (changements climatiques) et 14 (océans) comme étant particulièrement importants pour son pays, et a appelé à l'inclusion des pertes et préjudices en tant qu'élément distinct de l'accord de Paris. La République tchèque a souligné l'importance des mécanismes de financement efficaces et innovateurs, ainsi que les défis et les opportunités pour le Conseil économique et social (ECOSOC) et le FPHN, dans le suivi des ODD. S'appuyant sur son expérience, l'Azerbaïdjan a souligné l'importance de la paix et de la sécurité pour la réalisation du développement durable.

La représentante de la Sierra Leone a salué l'assistance apportée aux États touchés par un conflit et a qualifié de fondamentale la formulation des stratégies de mise en œuvre proactives pour faciliter la transition entre les OMD et les ODD. Les Émirats arabes unis ont souligné les efforts visant à promouvoir l'énergie propre, une alimentation et des soins de santé abordables, ainsi que le renforcement de la participation des femmes au gouvernement. La représentante a présenté des exemples de la manière dont son pays organise la transition vers une économie propre, fondée sur la connaissance. La Nouvelle-Zélande a déclaré que la responsabilisation et la discipline en matière de ressources sont essentielles pour le succès et a demandé instamment d'accorder la priorité aux programmes « innovateurs ». Le Rwanda a plaidé pour: l'implication des citoyens à tous les niveaux; l'utilisation des ressources nationales et des partenariats de développement; et la reconnaissance de la valeur ajoutée que les ODD apportent au développement.

Le représentant de l'Érythrée a déclaré que son pays intègre les ODD dans toutes ses politiques et programmes de développement et que le développement durable n'est pas réalisable sans la paix, et vice-versa. Le délégué du Yémen a parlé des gains perdus du développement et de l'exacerbation de la pauvreté en raison du conflit que connaît son pays. La Somalie a souligné la nécessité de soutenir les pays sortant d'un conflit dans leur cheminement vers la paix et la reprise économique.

Le Saint-Siège a appelé à des politiques favorables à la famille, y compris le droit des parents d'éduquer leurs enfants, et a déclaré que le développement durable ne peut pas être mesuré seulement en termes économiques et statistiques, mais doit inclure également une dimension éthique. Le représentant des Îles Marshall a déclaré que les océans définissent l'avenir des PEID, a souligné la participation de Taiwan dans la mise en œuvre des ODD, et l'importance de la conversion de l'énergie thermique des mers pour aider son pays à parvenir à l'autosuffisance énergétique et à l'utilisation de l'énergie renouvelable.

Le Nicaragua a appelé à une reconsidération du modèle économique actuel, et a proposé une campagne internationale sur l'accès à une chirurgie en sécurité. Notant qu'une « vague de terrorisme contrôlée par des forces extérieures » est en train de détruire son pays, le représentant de la Syrie a cité la lutte contre le terrorisme comme une condition préalable à la réalisation du développement durable et a déclaré que les politiques « erronées » de certains pays alimentent ce terrorisme et l'immigration de masse. La Guinée-Bissau a souligné la nécessité, entre autres: d'une réforme judiciaire; de moderniser les institutions de l'État; et de réduire l'écart entre les riches et les pauvres par le biais de l'APD et de l'investissement étranger direct.

La Dominique a appelé à une « réingénierie » des institutions multilatérales afin de refléter les réalités actuelles, et a exhorté les institutions financières internationales à répondre aux besoins des PEID, y compris concernant les critères de classement.

Notant que le sport doit s'impliquer dans la société, Thomas Bach, Président du Comité international olympique, a mis l'accent sur le rôle du sport dans la promotion de la compréhension et de la paix, des valeurs communes de tolérance, et de la solidarité et de la paix. Soulignant que la justice doit être prioritaire, Irene Khan, Directrice générale de l'Organisation internationale de droit du développement, a insisté sur l'importance de l'accès à la justice et de l'état de droit dans la réalisation des ODD. Yves Leterme, Secrétaire général de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA), a mis en relief la nécessité d'aborder la dimension politique de ces objectifs, y compris la responsabilité démocratique, la cohérence des politiques publiques, et le soutien à la mise en œuvre des engagements.

Mireille Ballestrazzi, Présidente d'INTERPOL, a déclaré que le travail de l'organisation dans la lutte contre le crime organisé est relié à la protection de la dignité et de l'égalité pour tous les citoyens. Elle a identifié les domaines dans lesquels INTERPOL pourrait apporter une expertise, notamment: le renforcement et l'exploitation des bases de données, le partage de renseignements sur les activités criminelles et la lutte contre les menaces transfrontalières. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a salué la reconnaissance de la contribution positive des migrants dans le Programme 2030 et a appelé à une compréhension des causes profondes et des conséquences de la migration dans l'intérêt de tous. Elle a parlé des préparatifs en cours d'un indice de développement de la migration.

Notant que l'instabilité complexe et l'absence de paix et de sécurité constituent des obstacles majeurs au développement, le représentant de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) a discuté du programme multidimensionnel de l'OCI pour 2025 et de ses synergies avec les ODD.

Lamberto Zannier, Secrétaire général de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, a souligné, entre autres: la nécessité d'assurer une paix durable et la démocratie; la promotion de sociétés inclusives; et la reconnaissance des liens réciproques entre l'environnement et la sécurité. Patrick Gomes, Secrétaire général du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), a déclaré que son organisation est en train d'élaborer une feuille de route pour des actions concrètes permettant la réalisation des ODD, avec l'aide du Fonds européen de développement. Colin Tukuitonga, Directeur général de la Communauté du Pacifique, a souligné l'importance: d'un accord sur les changements climatiques contraignant pour atteindre les ODD; de la santé des océans pour la résilience et le développement durable; et de la lutte contre les maladies non transmissibles dans la région.

Arancha González, Directeur du Centre du commerce international, a appelé à l'évaluation de l'efficacité de l'intervention, et a discuté du doublement de la part des PMA dans le commerce mondial, de l'autonomisation économique des femmes, et du rôle important des petites et moyennes entreprises dans la création d'emplois. Jean Clos, Directeur exécutif de l'ONU-Habitat, a déclaré qu'un développement urbain durable est une condition préalable au développement durable, et a mis l'accent sur les règles et règlements adéquats permettant de régir ceux qui partagent des services communs, et sur une planification spatiale urbaine et une conception améliorées.

Le Forum international des plates-formes d'ONG des Seychelles, a souligné le maintien de la paix et la prévention des conflits comme conditions préalables pour le développement durable, ainsi que le développement centré sur les personnes pour la réalisation des ODD. Evelyn Nguleka, Présidente de l'Organisation mondiale des agriculteurs, a mis l'accent sur les éléments suivants, considérés comme importants pour les agriculteurs: un accès accru aux connaissances et aux compétences; l'investissement dans l'éducation et dans le renforcement des capacités; et des partenariats solides avec le secteur privé.

À la fin de la séance plénière du samedi, l'Arménie, demandant un droit de réponse à la déclaration de l'Azerbaïdjan, a remis en doute le chiffre avancé d'un million de réfugiés venant d'Azerbaïdjan, et a indiqué que le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a enregistré un nombre beaucoup plus bas. L'Azerbaïdjan a répondu en condamnant la force militaire utilisée et l'occupation par l'Arménie de la région frontalière de Nagorno-Karabakh. L'Arménie a rétorqué que Nagorno-Karabakh n'a jamais fait partie de l'Azerbaïdjan, et a ajouté que les peuples de cette région veulent être indépendants.

DIMANCHE 27 SEPTEMBRE: Le dimanche 27 septembre, Heinz Fischer, Président de l'Autriche, a souligné l'importance de l'état de droit et de l'accès à la justice, d'un accord juridiquement contraignant sur les changements climatiques, et de la résolution de la crise des réfugiés. Dilma Rousseff, Présidente du Brésil, a mis en relief: les engagements à réduire les émissions de gaz à effet de serre et le soutien aux politiques nationales dans les secteurs de l'énergie et de l'utilisation des terres; et les programmes sociaux tels que Faim zéro. Notant que l'établissement d'objectifs fondés sur des minimums, par opposition à des maximums, légitimerait les conditions actuelles, Rafael Correa, Président de l'Équateur, a déploré l'absence d'un objectif spécifique sur la mobilité humaine.

Dragan Čović, Président du collège présidentiel de la Bosnie-Herzégovine, a appelé: au renforcement du rôle des femmes dans la prise de décision; à des moyens crédibles de mise en œuvre pour appuyer les ODD; et à des investissements dans les capacités et les ressources humaines. Nicolás Maduro Moros, Président du Venezuela, a exhorté la communauté internationale à lutter contre les inégalités, et a déclaré qu'une relation de pouvoir fondamentalement différente entre les pays est nécessaire pour réaliser le Programme 2030. Tomislav Nikolić, Président de la Serbie, a attiré l'attention sur la participation active de son pays aux travaux du GTO sur les ODD et du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable. Il a annoncé que des consultations régionales seront organisées à Belgrade plus tard cette année pour discuter de la mise en œuvre du Programme 2030.

Emomali Rahmon, Président du Tadjikistan, a déclaré que son pays a participé activement à l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 dans le cadre de consultations nationales, et est en train d'élaborer une nouvelle stratégie de développement 2030, qui prendra en compte les cibles des ODD. Rosen Plevneliev, Président de la Bulgarie, a souligné l'importance d'un programme fondé sur les droits humains, ainsi que l'importance de la responsabilisation, de la transparence et de l'intégration pour la réussite de sa mise en œuvre.

Jacob Zuma, Président de l'Afrique du Sud, a noté que les ODD concordent avec le programme de l'Union africaine pour 2063, et a appelé: au renforcement de l'APD; à des calendriers contraignants; à reconnaître que l'APD demeure la principale source d'aide au développement pour de nombreux pays en développement; et à considérer les ressources financières allouées au climat comme un supplément à l'APD. Nursultan Nazarbayev, Président du Kazakhstan, a annoncé l'approbation d'un plan national sur la transition vers une économie verte, et a déclaré que les ODD et leurs cibles concordent avec la stratégie du Kazakhstan pour 2050. Il a proposé que les pays allouent 1% de leur budget annuel de défense aux ODD. Klaus Werner Iohannis, Président de la Roumanie, a déclaré que chaque nation a l'obligation de « secourir les personnes, les aider et les protéger », et a indiqué que la Stratégie nationale roumaine sera révisée pour inclure les ODD.

Alexander Loukachenko, Président du Bélarus, a fait remarquer que le monde est divisé comme jamais auparavant et qu'il y a une perte de confiance entre les pays. Notant que l'ONU est un lieu de compréhension mutuelle et de responsabilité, il a lancé un appel aux responsables politiques qui sont disposés à faire des compromis pour le bien commun. Maithripala Sirisena, Président du Sri Lanka, a souligné les efforts en cours pour développer une politique de consommation des ressources qui respecte la capacité de l'environnement et qui s'appuie sur les principes de bonne gouvernance. Marie Louise Coleiro Preca, Présidente de Malte, a appelé à: une approche fondée sur les droits; l'autonomisation des femmes, des filles et des minorités sexuelles; et l'implication des acteurs de la société civile.

Soulignant les améliorations en matière de sécurité alimentaire, Ismail Omar Guelleh, Président de Djibouti, a insisté sur l'importance: du redressement des insuffisances des ODD; d'un accord climatique solide; et d'une meilleure protection sociale. James Wani Igga, Vice-président du Soudan du Sud,

a souligné que le principal défi pour la réalisation des ODD sera le financement, et a attiré l'attention sur les ressources minérales inexploitées de son pays. Muhammad Nawaz Sharif, Premier Ministre du Pakistan, a mis en exergue la nécessité d'un changement de paradigme dans la perspective de la mise en œuvre, l'importance d'un mécanisme de suivi et de surveillance robuste, et la complémentarité entre la Vision pour 2025 du Pakistan et les ODD.

Le Premier ministre de la Belgique, Charles Michel, a plaidé pour les droits des homosexuels, en affirmant que l'homosexualité ne doit être considérée comme un crime nulle part. Il a indiqué que la moitié de l'aide de son pays sera destinée aux PMA et, citant l'économiste Amartya Sen, a déclaré que la famine est inexistante là où la presse est libre. Le Premier ministre du Bangladesh, Sheikh Hasina, a appelé à un régime commercial et financier mondial juste et équitable, et a indiqué que le Bangladesh est en train d'aligner son plan de développement national sur le nouveau programme mondial. Le Premier ministre de la Grenade, Keith Mitchell, a déclaré que son pays a introduit un prix sur le carbone sous forme de taxe sur le carburant; vise à conserver 20% ou plus des ressources marines à proximité du littoral; accueillera une Conférence sur l'investissement dans la croissance bleue; et a établi un partenariat avec la Dominique et les Îles Marshall sur l'Initiative « Nous sommes les océans ».

Najib Abdul Razak, Premier ministre de la Malaisie, a déclaré que son pays vise à doubler le revenu moyen des 40% les plus bas d'ici 2020, et à mesurer le revenu des ménages, et non pas seulement le PIB; et a identifié le capital humain comme la ressource la plus importante pour le développement. Matteo Renzi, Premier ministre de l'Italie, a souligné les 5 P pour le développement durable (les personnes, la prospérité, le partenariat, la planète et la paix), et a attiré l'attention sur la crise des migrants en Méditerranée. Habib Essid, Premier ministre de la Tunisie, a discuté d'une enquête menée pour déterminer le type de développement que les Tunisiens souhaitent, et a indiqué que la Tunisie a établi ses plans sur la base de ces résultats.

Le Premier ministre de la Grèce, Alexis Tsipras, a déclaré que la crise économique qui est la conséquence des choix politiques néolibéraux de l'Union Européenne (UE), a conduit à une diminution de 25% du PIB; et a appelé à la restructuration de la dette pour la reprise et à « l'amélioration des États-providence au lieu de les détruire ». Frans Timmermans, Premier Vice-président de l'Union européenne, a demandé instamment d'aborder la question du gaspillage alimentaire, en notant qu'un tiers de la nourriture est jetée. Le Président de l'Ukraine, Petro Porochenko, a déclaré que la paix et la sécurité sont des conditions préalables à la réalisation des ODD, et que près de 20% du potentiel économique de son pays a été perdu à cause de « l'agression russe ».

Le représentant de la Fédération de Russie a déclaré que son pays a annulé 20 milliards USD de dette et est en train d'instituer des conversions de dette en aide pour les pays les plus pauvres. Il a également appelé à la création d'un centre des Nations Unies pour la protection des forêts dans le cadre du développement durable et de la lutte contre les changements climatiques, et a soutenu la levée de l'embargo économique contre Cuba. Le Qatar a souligné son initiative « Éduquer un enfant » qui, avec l'aide de partenaires, vise à fournir une éducation de qualité

à 10 millions d'enfants, et le rôle du sport dans la promotion de la cohésion sociale, la tolérance et la paix, en particulier pour les jeunes. La représentante des Maldives a déclaré que son pays investit actuellement dans la jeunesse par le biais de l'amélioration des compétences et de la création d'emplois, et vise à devenir une économie à revenus élevés.

Le représentant de Singapour a déclaré que son pays recycle l'eau en transformant les eaux usées en eau de haute qualité, et utilise les médias sociaux grâce à des capteurs intelligents qui permettent de transmettre des tweets lorsque les niveaux d'eau montent. Il a également appelé à la prévention de l'exploitation forestière non durable et du déboisement, et à la lutte contre la brume sèche transfrontalière engendrée par les feux de forêts et de tourbières. L'Irak a déclaré que le terrorisme a compromis les réalisations de la mise en œuvre des OMD, et a appelé à la promotion d'une pensée religieuse modérée, à la lutte contre l'évasion fiscale, et au renforcement des organes de statistique pour améliorer les données. L'Arabie saoudite a appelé à la suppression de tous les obstacles rencontrés dans la réalisation du développement durable et a souligné que ses interprétations des ODD seraient compatibles avec la loi islamique.

Notant l'existence d'une obligation morale et sociale de partager les connaissances, Israël a appelé à la coopération dans le domaine de la technologie, à une participation plus grande des femmes et des jeunes, et à l'investissement dans les personnes et les services sociaux. Barack Obama, Président des États-Unis, a mis l'accent sur les réalisations des OMD, et sur l'importance de la volonté politique, des ressources et de la coordination de tous les acteurs en vue d'obtenir des résultats. Il a également annoncé de nouveaux engagements pour la lutte contre le sida, et a souligné qu'il ne serait pas possible de réaliser les ODD si l'on ne règle pas la question de la mauvaise gouvernance, des inégalités, y compris les droits des femmes, et des changements climatiques.

Horacio Cartes, Président du Paraguay, a mis en relief le potentiel de transformation des ODD pour les pays en situation particulière comme les États sans littoral. Il a appelé à un mécanisme de surveillance et d'examen robuste pour le suivi des progrès accomplis. François Hollande, Président de la France, a exhorté les dirigeants à lutter contre les inégalités et contre les changements climatiques, et à reconnaître les droits et les libertés fondamentales. Il a annoncé en soutien un engagement supplémentaire de 4 milliards EUR. À propos des changements climatiques, il a demandé instamment aux États: d'adopter un accord durable; d'annoncer leurs contributions pour le maintien du réchauffement climatique au-dessous de 2°C; et d'honorer l'engagement de 100 milliards USD pour le financement de la lutte contre les changements climatiques.

Luis Guillermo Solís, Président du Costa Rica, a souligné la prolongation jusqu'en 2021 d'un moratoire sur les forages pétroliers; a déclaré que le désarmement peut permettre de dégager des ressources importantes pour le développement durable; a appelé à un indice pour mesurer la nature multidimensionnelle de la pauvreté, y compris des critères autres que le revenu par habitant; a déclaré que le Costa Rica vise à avoir un bilan carbone neutre avant 2021; et a appelé à un plan d'action pour la coopération avec les PRI. Le Président du Ghana, John Dramani Mahama, a appelé à l'examen de la relation entre la production, le travail et le capital; a

identifié l'absence de pouvoir comme principal obstacle au développement économique; et a noté que le passage à la catégorie des PRI présente aussi bien des opportunités que des défis.

Le Président du Mexique, Enrique Peña Nieto, a appelé à la reconnaissance des droits des migrants et de leurs contributions au développement aussi bien des pays d'origine que des pays d'accueil, et a attiré l'attention sur le Partenariat pour un gouvernement transparent qui encourage le dialogue entre le gouvernement et la société civile. La Présidente de la Lituanie, Dalia Grybauskaitė, a déclaré que l'absence de démocratie constitue la principale cause de conflits et de bouleversements. Le Président du Monténégro, Filip Vujanovic, a appelé à un accord global et juridiquement contraignant sur les changements climatiques à Paris, et a souligné l'engagement de son pays à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 30% d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 1990.

Le Premier ministre des Îles Salomon, Manasseh Sogavare, a appelé à des engagements d'atténuation plus ambitieux de la part des pays développés dans leurs contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN), a déclaré que son pays est en train d'intégrer les ODD dans sa stratégie nationale de développement de 20 ans, et souligné deux projets hydroélectriques bénéficiant du soutien de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement (BASD). Le Premier ministre de l'ex-République yougoslave de Macédoine, Nikola Gruevski, a déclaré que son pays a réduit le chômage de plus de 11%, a institué la gratuité des soins pour tous les citoyens, et a fourni des ordinateurs pour chaque enfant dans les écoles primaires et secondaires.

Shinzo Abe, Premier ministre du Japon, a déclaré que son pays a contribué pour un montant total de 330 milliards USD à l'APD. Le Japon a mis en place une politique globale de santé afin de mieux se préparer pour les urgences médicales et de promouvoir les soins de santé universels dans le monde entier, est en train de mettre en œuvre le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (RRC) et son fonds de pension, le plus grand du monde, a signé les Principes des Nations Unies pour l'investissement responsable. Prayuth Chan-ocha, Premier ministre de la Thaïlande, a déclaré que l'activité humaine a été la première cause des changements climatiques. Il a appelé à vivre simplement, en mettant l'accent sur la qualité, la modération et l'équilibre, par opposition à la recherche de la « consommation effrénée et de la croissance maximale à tous prix ». Il a souligné le soutien de la Thaïlande aux non-ressortissants, y compris les travailleurs migrants non qualifiés.

Xavier Bettel, Premier ministre du Luxembourg, a déclaré que la protection de l'environnement ne constitue pas un frein au développement, mais peut contribuer au développement des technologies propres et à la diversification des économies. Il a invité chacun à « se regarder dans le miroir » et à reconnaître lorsque ses problèmes sont superficiels, « des problèmes de luxe », alors que d'autres ne peuvent pas assurer plus d'un repas par jour à leurs enfants. David Cameron, Premier ministre du Royaume-Uni, a déclaré que: la contribution de 0,7% de son pays dédiée à l'APD a été allouée aux questions de droit; les femmes et les filles doivent être traitées sur un pied d'égalité avec les hommes et les garçons pour lutter contre la pauvreté; et qu'il sera l'hôte d'un grand sommet de lutte contre la corruption

en 2016. Il s'est réjoui que la corruption, « le gouvernement pourri », et l'absence d'accès à la justice, de l'état de droit et des libertés fondamentales figurent désormais parmi les priorités du programme de développement.

Anerood Jugnauth, Premier ministre de Maurice a: salué les ODD sur des océans; appelé à une approche coordonnée du traitement préférentiel; pris l'engagement d'assurer la surveillance de la variabilité climatique; et salué le Forum de l'ECOSOC pour l'examen du financement du développement (FdD), l'Équipe spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur les ODD et les progrès du FdD, et le MFT. Ahmet Davutoğlu, Premier ministre de la Turquie, a appelé à l'établissement d'un lien humanitaire-développement plus fort en vue de la réalisation des ODD. Il a déclaré que le Sommet mondial sur l'action humanitaire évaluera la cohérence entre le FdD et l'aide humanitaire, tandis que le Sommet sur la migration et le développement se penchera sur la mise en œuvre des objectifs et des cibles liés à la migration. Il a noté que le développement est au centre de la présidence du G20 assurée par la Turquie, et que son pays a augmenté son APD à 0,45% du revenu national brut et envisage une autre augmentation.

La Slovaquie a salué l'inclusion de l'état de droit, de la bonne gouvernance et des institutions inclusives dans les ODD, et a décrit la Conférence de Paris sur les changements climatiques comme une occasion de développer des engagements concrets pour la préservation de l'environnement. Le représentant des Philippines a plaidé pour: la reconnaissance des droits des migrants; des mesures urgentes pour lutter contre les changements climatiques; et pour que l'inclusion et la responsabilité occupent une place centrale dans les ODD. Le Portugal a mis l'accent sur l'universalité du Programme 2030 et souligné les « effets multiplicateurs » de l'existence d'un état de droit et d'institutions sains.

Soulignant l'éducation comme une priorité nationale, le représentant d'Andorre a déclaré que les droits humains et la démocratie constituent les meilleures armes pour lutter contre l'intolérance, promouvoir les possibilités et réaliser la cohésion sociale. La République populaire démocratique de Corée a décrit un environnement pacifique durable comme une condition nécessaire pour le développement et a déploré l'imposition de sanctions qui visent des objectifs militaires et compromettent le développement durable. La représentante de l'Australie a déclaré que son pays vise à doubler ses investissements dans la mobilisation des ressources intérieures en 2020, et a porté sa contribution au Fonds vert pour le climat à 200 millions USD.

L'Algérie a déclaré que son pays a dépassé l'objectif minimum pour l'enseignement primaire, et modernisé la législation pour réaliser l'égalité des genres. Le représentant de l'Argentine a parlé d'un programme de vaccination généralisé organisé dans son pays; a exprimé sa préoccupation concernant la mise en œuvre du programme, en indiquant un déséquilibre entre les engagements des pays développés relatifs aux moyens d'exécution; et a souligné les efforts dans les domaines de la coopération Sud-Sud et de la coopération technique. Le Président de la Pologne, Andrzej Duda, a mis en garde contre l'établissement de liens entre l'aide au développement et l'imposition de systèmes de valeurs, et a souligné l'importance des valeurs familiales traditionnelles et de la protection de la

vie. À propos des changements climatiques, il a appelé non seulement à la réduction des émissions de carbone, mais aussi à la poursuite d'une politique de reboisement.

DIALOGUES INTERACTIFS

Six dialogues interactifs ont eu lieu durant le Sommet. À la séance plénière de clôture, les Co-présidents des dialogues ont présenté les résumés de chaque événement.

Éliminer la pauvreté et la faim: Miro Cerar, Premier ministre de la Slovénie, et Ralph Gonzalves, Premier ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines, ont co-présidé ce dialogue le vendredi. Présentant le rapport sur le dialogue, le Premier ministre Cerar a déclaré que les délégués ont discuté de la valeur d'une perspective multidimensionnelle et de la nécessité d'aborder les questions structurelles et systémiques. Il a souligné la nécessité de l'engagement des citoyens, d'une participation accrue des pays en développement à la prise de décision au niveau mondial, et du renforcement de la résilience aux chocs et aux catastrophes, y compris par le biais de la gestion des risques et de la protection sociale.

Un résumé en profondeur de ce dialogue est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol32/enb3222f.html>

La lutte contre les inégalités, l'autonomisation des femmes et des filles, et l'inclusion de tous: Ce dialogue s'est tenu le vendredi et était co-présidé par Kolinda Grabar-Kitarović, Présidente de la Croatie, et Uhuru Kenyatta, Président du Kenya. Dans son rapport à la plénière, la Présidente Grabar-Kitarović a déclaré que les délégués ont reconnu que les ODD ne peuvent pas être atteints si les progrès n'intègrent pas les femmes. Les domaines d'intervention pour l'action future comprennent: l'accès universel à une éducation de qualité pour les filles; les opportunités économiques égales pour les femmes; une représentation plus grande des femmes en politique et dans les postes de direction, l'élimination de la violence contre les femmes, et l'investissement dans la santé sexuelle et procréative. En outre, la lutte contre les inégalités nécessitera un renforcement des capacités et l'autonomisation aux niveaux des communautés.

Un résumé en profondeur de ce dialogue est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol32/enb3222f.html>

Croissance économique durable, transformation et promotion de la consommation et de la production durables: Charles Michel, Premier ministre de la Belgique et Sheikh Hasina, Premier ministre du Bangladesh, ont co-présidé ce dialogue le samedi. Dans son rapport à la plénière, le Premier ministre Michel a indiqué que les discussions ont mis en évidence la nécessité de travail décent et de protection sociale, y compris les seuils minimums de protection sociale. Le groupe a souligné la nécessité de promouvoir les femmes dans l'entreprise et d'investir dans la santé et l'éducation des femmes, comme fondement pour la réalisation des ODD. La connectivité et l'accès aux marchés, la technologie et l'Internet ont été jugés essentiels à une croissance économique soutenue. Le groupe a recommandé une meilleure définition des partenariats publics-privés qui constitueront la base des investissements nationaux et des investissements étrangers directs pour le développement durable.

Un résumé en profondeur de ce dialogue est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol32/enb3223f.html>

Réaliser un partenariat mondial revitalisé: Macky Sall, Président du Sénégal, et Ahmet Davutoğlu, Premier ministre de la Turquie, ont co-présidé ce dialogue le samedi. Dans son rapport à la plénière, le Président Sall a indiqué que les délégués ont décidé que la mise en œuvre des ODD doit répondre aux besoins des plus vulnérables, tout en étant pertinente pour tous, et que l'APD demeure essentielle pour répondre aux besoins des pays les plus pauvres. Il a ajouté que les participants au dialogue ont appelé au respect et à la mise en œuvre des engagements relatifs à l'APD, et à la prise en compte, dans les plans nationaux de développement, de l'importance de la bonne gouvernance, de l'état de droit, de la lutte contre la corruption et du soutien pour l'indépendance des femmes et des filles. Ils ont souligné l'importance de disposer de données accessibles et transparentes pour le suivi des politiques et la garantie de la responsabilisation de tous les acteurs.

Un résumé en profondeur de ce dialogue est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol32/enb3223f.html>

Créer des institutions efficaces, responsables et inclusives pour réaliser le développement durable: Park Geun-hye, Présidente de la République de Corée, et Michelle Bachelet, Présidente du Chili, ont co-présidé le dialogue le dimanche matin. La Présidente Park a déclaré que les expériences de son pays ont montré que: l'éducation jette les bases du renforcement des institutions; le gouvernement devrait diriger la formulation des plans de développement nationaux; et le développement rural et le développement urbain sont complémentaires. La Présidente Bachelet a déclaré que la participation doit être au centre des processus de prise de décision et de conception. Elle a ajouté que tous les pays ont des objectifs non atteints, et que le Chili a besoin d'une réforme de l'éducation pour assurer une éducation de haute qualité pour tous, et devrait habiliter les régions à mieux gérer leurs propres ressources.

Kolinda Grabar-Kitarović, Présidente de la Croatie, a déclaré que le monde ne peut pas parvenir à une paix ou à un développement durables si les institutions ne sont pas responsables. Elle a mis l'accent sur: la participation de la Croatie au Partenariat pour un gouvernement transparent; son comité de surveillance des conflits d'intérêts; et la nécessité de promouvoir le développement du secteur privé.

La Mongolie a déclaré que la présidence du dialogue par les Présidentes Park et Bachelet est un « symbole puissant » après l'adoption du Programme 2030. Le représentant a ajouté que l'idée d'une stabilité et d'une démocratie plus grande est dénuée de sens sans la responsabilité.

Bhekinkosi Moyo, Président de Southern Africa Trust, a recommandé de localiser le programme de développement durable et de renforcer l'appropriation par les peuples, qui seront les véritables agents du changement, en soulignant que leur préoccupation concerne les moyens de subsistance et que l'éducation est le seul outil dont nous disposons pour changer le monde.

Saber Chowdhury, Président de l'Union parlementaire internationale, a déclaré que sans institutions fortes, les réalisations seront faibles, et que l'appropriation nationale des ODD est importante. Il a souligné que les législateurs ont la responsabilité contraignante de demander des comptes au gouvernement, et que l'ODD 16 est un facilitateur et un accélérateur d'autres objectifs.

Adrian Hasler, Premier ministre du Liechtenstein, a demandé de faire davantage pour permettre aux femmes de participer à la vie politique et économique. Il a déclaré que le secteur privé est essentiel à la réalisation des ODD, et que les entreprises ne vont investir dans un pays que si elles savent que l'état de droit sera respecté, et a souligné qu'il s'agit d'une question d'intérêt personnel bien compris. Il a averti que pour les petits pays, la création d'institutions fortes doit être compatible avec la gestion d'une administration restreinte.

Rui Maria de Araújo, Premier ministre du Timor-Leste, a déclaré qu'en renforçant les capacités institutionnelles et en investissant dans le potentiel humain, le pays a doté sa population d'une base nécessaire pour la sécurité et la paix. Le Monténégro a déclaré qu'un engagement politique fort est nécessaire pour des réformes profondes et durables. Yury Fedotov, Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), a imaginé un monde libéré du crime organisé, du trafic et de l'exploitation, fondé sur la création d'institutions efficaces et responsables.

Joan Carling, Secrétaire générale du Pacte des peuples autochtones d'Asie, a exprimé sa préoccupation à propos de l'expulsion des peuples autochtones pour faire place à l'hydroélectricité, et a averti que les cibles des ODD sur l'énergie et le climat constituent une menace pour les peuples autochtones, si leurs droits humains ne sont pas respectés. Elle a demandé d'aller au-delà des garanties sociales et environnementales pour assurer un partage équitable, les droits humains et la responsabilité en ce qui a trait aux droits fonciers et au patrimoine culturel autochtone.

Irene Khan, Directrice générale de l'Organisation internationale de droit du développement, a déclaré que les lois seules n'assurent pas la justice, et peuvent même être un obstacle à la justice. Les institutions doivent être adaptées aux personnes, lutter contre la corruption par le biais de la transparence, et autonomiser les citoyens, a-t-elle affirmé.

Bob Collymore, PDG de Safaricom, a déclaré que les systèmes pénitentiaires et policiers devraient se concentrer sur la réhabilitation, et non pas uniquement sur les peines. Il a souligné la valeur des institutions qui s'ajustent rapidement à la « dynamique changeante de la vulnérabilité ». Il a également suggéré de maintenir des partenariats simples et centrés sur les objectifs, et a ajouté que les coalitions devraient privilégier le dialogue, et non pas le pouvoir et l'influence.

Christian Friis Bach, Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE), a mentionné la Convention d'Aarhus comme le seul instrument juridiquement contraignant pour assurer l'accès des citoyens à l'information et leur participation active à l'élaboration des politiques. Il a encouragé plusieurs gouvernements à y adhérer pour une « révolution de la transparence ». Il a également plaidé pour davantage de données de meilleure qualité et plus détaillées, et pour « qu'aucune femme ne soit laissée pour compte ».

Simonetta Sommaruga, Présidente de la Suisse, a déclaré que la « culture politique » est même plus importante que les institutions et les règles, et que cela nécessite du travail. Elle a promis le soutien continu de la Suisse pour la décentralisation et la lutte contre l'abus de pouvoir.

Palouki Massina, ministre et Secrétaire général du Togo, a déclaré que les « résultats médiocres » des OMD montrent la nécessité de personnes compétentes formées pour leur travail, et a parlé du programme à venir du Togo pour le renforcement des capacités.

L'Espagne a proposé que les pays nomment un médiateur pour protéger les droits de l'enfant. Le représentant a déclaré que des institutions efficaces et démocratiques ne devraient pas être un luxe accessible uniquement pour quelques uns.

Le représentant de la Pologne a souligné les succès de son pays, qui est passé du statut de bénéficiaire de l'aide au développement en 2004, à celui d'acteur de développement en 2014, en raison des réformes institutionnelles internes entreprises, de l'introduction de l'état de droit et de la responsabilité. Il a déclaré que la bonne gouvernance est non seulement une fin en soi, mais également un outil pour un changement en profondeur.

Youth Peer Education Network a déclaré que, sur 1,4 milliard de personnes dans les zones de conflit, 40% sont des jeunes, et seulement 20% des réfugiés en âge d'être scolarisés fréquentent une école secondaire. Rappelant que quatre millions de Syriens ont quitté leur pays déchiré par la guerre, la représentante a exhorté les délégués à ne pas les laisser devenir une génération perdue.

Gerda Verburg, Présidente du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), a souligné que le CSA a été réformé en 2009 et est aujourd'hui la plateforme intergouvernementale la plus inclusive pour toutes les parties prenantes, qui facilite l'innovation, les discussions fondées sur des données et la convergence des politiques pour régler les questions de la volatilité des prix, de la protection sociale, et des pertes et du gaspillage alimentaires. Elle a souligné la nécessité d'appliquer les Principes d'investissement responsable aux systèmes alimentaires.

Seth Berkley, PDG de Gavi Alliance, a souligné le succès de l'organisation dans la vaccination d'un demi-milliard d'enfants à travers le monde, fondée sur des partenariats, et a lancé un appel à tous pour œuvrer au réajustement des institutions en travaillant avec le secteur privé et cet « espace bruyant et créatif, la société civile », en ajoutant que l'ambition de l'équité est ancrée dans l'ADN des ODD.

Yves Leterme, Secrétaire général de l'IDEA, a déclaré que l'ODD 16 est un « succès historique », mais que des institutions efficaces, responsables et inclusives sont nécessaires pour tous les ODD. Il a demandé de délaissier la démocratie procédurale au profit de la démocratie fondamentale et qualitative, et a déclaré que les citoyens ont besoin de se sentir suffisamment en sécurité pour demander des comptes à leurs dirigeants.

La BASD a fait savoir qu'elle élabore actuellement une stratégie institutionnelle pour répondre au niveau d'ambition des ODD, au prochain accord sur le climat, et au paysage politique de la région Asie-Pacifique en mutation rapide. Le délégué a attiré l'attention sur l'annonce faite plus tôt par la Banque indiquant son intention de doubler son financement de l'action climatique d'ici 2020, en passant de 3 à 6 milliards USD.

Saferworld a déclaré que le verdict du public devrait être la principale mesure des résultats du nouveau programme. Le représentant a déclaré que les ODD englobent la liberté de

dénoncer la corruption, l'accès à la justice, et l'engagement à mettre fin à la violence, et que « c'est pour cette raison » que le Programme 2030 a du potentiel.

Kadir Topbas, Maire d'Istanbul, a déclaré qu'il est plus facile de gouverner ce qui est proche, et que les gouvernements locaux devraient être impliqués, afin que les ODD puissent être atteints.

Thomas Bach, Président du Comité international olympique, a encouragé les fédérations sportives à suivre l'exemple des réformes du Comité visant à promouvoir la responsabilité, y compris les limites d'âge pour exercer certains emplois, la vérification à des normes plus élevées, et des règles ouvertes et transparentes pour la prise de décision.

Daniel Stauffacher, Président de la Fondation ICT4Peace, a souligné que l'examen décennal du Sommet mondial sur la société de l'information a lieu cette année. Il a encouragé la coopération internationale pour l'établissement de normes en matière de comportement responsable dans le cyberspace.

Le Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme (HCDH) a salué le programme pour 2030, en affirmant que pour la première fois, la libération de la peur a une place dans le programme international.

Yes Bank a déclaré que la réalisation des OMD aurait pu être attribuée à une mauvaise gouvernance, et a ajouté que le lobbying permet d'accéder à ceux qui ont la plus grande influence. La représentante a plaidé pour la réduction de la corruption, l'instauration de la confiance et de la transparence, et pour la mise en place d'un processus de prise de décision inclusif, participatif et représentatif à tous les niveaux.

Dans son résumé du dialogue présenté en séance plénière le dimanche après-midi, la Co-présidente Bachelet a déclaré que, si l'ODD 16 soit important en soi, il facilite également le succès de tous les autres objectifs: il constitue « une condition préalable essentielle » au développement durable. Les participants à ce dialogue ont également souligné: la nécessité d'une culture de la justice; l'intégration des ODD dans les plans nationaux; le rôle important des parlements et des autorités locales; la nécessité de libérer le potentiel des femmes et de réduire l'écart entre les riches et les pauvres; et la valeur de l'engagement dynamique du secteur privé.

Protéger notre planète et lutter contre les changements climatiques: Ollanta Humala Tasso, Président du Pérou, et François Hollande, Président de la France, ont co-présidé ce dialogue le dimanche après-midi. Hollande a remercié Gro Harlem Brundtland d'avoir initié, il y a de nombreuses années, le travail qui a été examiné pendant le Sommet, et a fait remarquer que le réchauffement planétaire ne s'arrêtera pas après la conclusion d'un accord à la Conférence de Paris sur les changements climatiques en décembre. Il a indiqué que 80 CPDN ont été reçues à ce jour, et que toutes les CPDN doivent être reçues avant la fin d'octobre.

L'Allemagne, les Seychelles et d'autres ont demandé instamment à tous les pays de soumettre leurs CPDN.

Le Tadjikistan, le Nigéria et Chypre ont fait savoir qu'ils sont en train de soumettre leurs CPDN ou qu'elles ont déjà envoyées, et les Îles Salomon ont commenté que les CPDN soumises jusqu'à présent sont faibles en matière d'ambition.

Le Bénin, au nom des PMA, le Nigéria, le Luxembourg, l'Allemagne, le Burkina Faso et les Seychelles ont demandé instamment à la Conférence de Paris de parvenir à un accord juridiquement contraignant.

La Barbade, Sainte-Lucie et Antigua-et-Barbuda ont souligné la nécessité du renforcement des capacités et/ou des ressources financières et techniques pour lutter contre les changements climatiques et pour les ODD.

Le Parlement européen, Trinité-et-Tobago et d'autres ont fait remarquer que l'objectif de 2°C ne suffit pas, et Trinité-et-Tobago a appelé à une cible limitant la hausse de température plutôt à 1°C.

De nombreux participants ont présenté des initiatives entreprises au niveau national pour atténuer les changements climatiques ou s'adapter à ceux-ci, telles que : l'utilisation de l'énergie solaire et des méthodes de conservation énergétique, et l'adoption d'un plan d'action national visant à atténuer les impacts des changements climatiques au Tadjikistan; l'élaboration des stratégies ou des politiques pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation au Mozambique et au Nigéria; une Loi verte pour dé-carboniser l'économie en Italie; l'introduction de l'agriculture adaptée au climat à la Grenade; et l'établissement d'une politique énergétique à long terme et le reboisement en Uruguay.

La Finlande et la Grenade ont soutenu l'établissement d'un prix pour le carbone, et d'autres, dont le Luxembourg, l'UICN et ENDA Energy ont souligné l'importance de la résilience ou des économies résilientes.

Thomas Boni Yayi, Président du Bénin, s'exprimant au nom des PMA, a déclaré que la plupart des PMA, en Afrique notamment, ne polluent pas, mais subissent les conséquences des changements climatiques « d'une manière dramatique ». Il a exprimé son appui à une conférence internationale sur les impacts des changements climatiques dans les pays côtiers.

Sauli Niinistö, Président de la Finlande, a noté que le succès de la lutte contre les changements climatiques repose sur des politiques cohérentes et sur la facilitation de la participation de tous.

La Reine Maxima, Mandataire spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la promotion de services financiers accessibles à tous qui favorisent le développement, a déclaré que les populations qui sont financièrement habilités peuvent mieux lutter contre les changements climatiques, et a demandé d'accorder une attention particulière aux millions de petits exploitants agricoles des pays en développement touchés par les changements climatiques.

Tshering Tobgay, Premier ministre du Bhoutan, a déclaré que son pays, qui a pris il y a six ans l'engagement d'être neutre en carbone, a désormais « un bilan carbone négatif ».

Josaia Voreqe Bainimarama, Premier ministre des Fidji, a attiré l'attention sur la Déclaration de Suva qui énonce les exigences pour un accord sur les changements climatiques émanant des dirigeants du Forum de développement des Îles du Pacifique. Il a également souligné le soutien des PEID à l'ODD sur les océans, et a indiqué que son gouvernement proposera à l'AGNU d'accepter de tenir une série de conférences sur les océans, dont la première devrait avoir lieu aux Fidji en 2017.

Kenny Anthony, Premier ministre de Sainte-Lucie, a souligné la nécessité d'inverser la tendance au déboisement, de renforcer les micros, petites et moyennes entreprises et d'impliquer pleinement le secteur privé. Irakli Garibachvili, Premier ministre de la Géorgie, a souligné l'engagement de son pays pour la croissance verte, et a déclaré que les ODD ont été pris en compte lors de la préparation de la CPDN de la Géorgie.

Samiuela Akilisi Pohiva, Premier ministre des Tonga, a appelé à une évaluation des défis de sécurité posés par les changements climatiques. Gro Harlem Brundtland, Vice-présidente du Conseil d'administration de la Fondation des Nations Unies et ancien Premier ministre de la Norvège, a déclaré que nos efforts pour lutter contre les changements climatiques sont liés à nos efforts pour relever le défi des ODD.

L'Italie a appelé à un mécanisme clair et robuste de responsabilisation et à l'appropriation, à la sensibilisation et à l'action. La représentante de l'Allemagne a déclaré que son pays a l'intention de doubler son financement de l'action climatique d'ici 2020, et a mis l'accent sur la nécessité de règles strictes, universelles et contraignantes pour assurer la transparence et les comptes; et sur des mécanismes pour ajuster les CPDN.

Achim Steiner, Directeur exécutif du PNUF, a déclaré que le système des Nations Unies est également appelé à repenser son approche afin de la rendre plus intégrée et plus cohérente avec les ODD, et que le défi énergétique peut être transformé en opportunité, en investissant dans les énergies renouvelables.

Macky Sall, Président du Sénégal, a souligné l'importance de l'indépendance énergétique, des énergies renouvelables et du transfert d'énergie dans le domaine de l'agriculture pour son pays, et a insisté sur la nécessité de mécanismes opérationnels pour le suivi et l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre du prochain accord sur les changements climatiques. Il a annoncé que son pays élaborera son plan climatique.

Les Tuvalu ont déclaré qu'un mécanisme relatif aux pertes et préjudices devrait être inclus en tant qu'élément distinct dans un accord juridiquement contraignant issu de la Conférence de Paris. Le représentant a souligné que cela constitue une ligne infranchissable pour son pays. La Grenade a exprimé ses remerciements pour le soutien de la Chine, et a annoncé qu'elle accueillera une conférence sur l'investissement dans la croissance bleue.

Le représentant des Pays-Bas a souligné que son pays comprend des îles dans les Caraïbes, qui subissent les effets des changements climatiques. Il a déclaré qu'il était pertinent que le Sommet soit précédé par le discours du Pape, car nous avons besoin d'un sentiment profond d'engagement moral pour réaliser les ODD. Il a encouragé tous les gouvernements à renforcer la conscience sociale de leurs citoyens pour effectuer les changements nécessaires à la mise en œuvre des ODD.

Les Seychelles ont appelé à veiller à la réparation des pertes et des préjudices, à l'accroissement du financement des changements climatiques et à des conditions adéquates. Les Îles Salomon ont appuyé la Déclaration de Suva sur les changements climatiques.

Peder Holk Nielsen, PDG de Novozymes, a déclaré que les mécanismes financiers, y compris les partenariats public-privé, sont nécessaires à la lutte contre les changements climatiques.

Le représentant de Trinité-et-Tobago a fait remarquer que son pays a annoncé son intention de réduire ses émissions et de diversifier son économie.

Michel Jarraud, Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a fait remarquer que plus de 70 pays ne disposent pas des informations pour prendre des décisions éclairées sur l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation, et a appelé au renforcement des infrastructures et des capacités technologiques pour résoudre ce problème.

La représentante de l'Équateur a déclaré que son pays augmentera son portefeuille d'énergies renouvelables d'ici 2025. Une représentante du Parlement européen a déclaré qu'un plan de financement pour le climat est très important, et que les combustibles fossiles ne devraient pas être subventionnés. Elle a appelé les délégués à réfléchir sur la manière de tenir leurs promesses.

Wael Hamidan, Directeur du Réseau Action Climat (CAN), a déclaré que les gouvernements doivent intégrer le risque climatique dans tous les secteurs, et a averti que le programme de développement sera compromis si nous ne parvenons pas à un résultat significatif à la Conférence de Paris sur les changements climatiques. Le Kazakhstan a fait savoir qu'il organisera une Exposition internationale 2017 centrée sur « l'énergie du futur ».

Le Grand groupe des peuples autochtones a déclaré qu'il faut une cohérence entre l'accord sur les changements climatiques, le Cadre de Sendai pour la RRC, les ODD, et les droits humains internationaux.

Le Japon a déclaré que le financement public peut jouer un rôle de catalyseur dans le financement du développement durable.

La République tchèque a déclaré que l'adoption des ODD constitue un bon exemple pour la Conférence de Paris sur les changements climatiques, car elle démontre que tous les États membres de l'ONU peuvent parvenir à une entente.

ENDA Energy a souligné la nécessité de l'accès à l'énergie durable et des stratégies intégrées au niveau national.

Will Marshall, PDG de Planet Labs, a déclaré que nous sommes au cœur d'une révolution de la communication où la connectivité est cruciale, et a souligné la valeur ajoutée des satellites et de l'imagerie pour faire avancer les ODD.

Yolanda Kakabadse Navarro, Présidente internationale du Fonds mondial pour la nature (WWF) a déclaré que l'adaptation doit être « intensifiée considérablement », que les subventions néfastes doivent être supprimées, et que la valeur du capital naturel devrait être reconnue.

Le FEM a souligné que 2015 devrait être l'année la plus chaude jamais enregistrée, et a appelé à un accord robuste à Paris.

Le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNISDR) a déclaré que l'ensemble des pertes économiques dues aux catastrophes peut être évalué à 1,3 milliard USD, et a demandé d'assurer la cohérence entre le Programme 2030, le Cadre de Sendai pour la RRC, le prochain accord sur les changements climatiques et d'autres résultats, et des objectifs et des régimes communs de présentation des rapports.

Dans son résumé du dialogue, le Co-président Humala a déclaré que les délégués ont appelé à la cohérence entre les réponses aux changements climatiques et les mesures visant l'élimination de la pauvreté. Il a souligné que la dé-carbonisation est une priorité pour les pays qui ont atteint les niveaux les plus

élevés d'émissions de gaz à effet de serre, et a mis l'accent sur le rôle important de l'énergie renouvelable et de l'efficacité des ressources. Il a ajouté que la soumission par tous les pays, de plans nationaux ambitieux visant à réduire les émissions et à atténuer leurs impacts, sera un « signal clair que nous pouvons avoir des négociations fructueuses » à Paris. Il a conclu que « la volonté générale » est d'avoir un résultat global ambitieux et juridiquement contraignant, axé sur la limitation du réchauffement à 2,5°C ou au-dessous de 2°C.

PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

Après les dernières déclarations en séance plénière, Yoweri Museveni, Président de l'Ouganda et Co-président du Sommet, a prononcé une allocution de clôture. Il a déclaré qu'en dépit des enseignements religieux, il a été difficile pour les hommes de se traiter les uns et les autres avec altruisme. Il a salué le Programme 2030, qu'il a qualifié de logique, global et révélateur du retour du bon sens sur la scène internationale. Il a clos le Sommet à 19h28 et a invité les délégués à visionner une courte vidéo intitulée « L'histoire que vous êtes en train de façonner ».

BRÈVE ANALYSE DU SOMMET DE L'ONU SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

UN SOMMET DE L'ONU SOUS FORME DE BILAN

L'ONU avait au moins deux objectifs clairs en convoquant le Sommet sur le développement durable: adopter son programme de développement pour les 15 prochaines années, le « Programme de développement durable à l'horizon 2030 », et montrer que tous les pays sont engagés à assurer sa mise en œuvre. Bien que les États membres aient adhéré au consensus lors de la conclusion des négociations sur le Programme le 2 août 2015, leurs chefs d'État et de gouvernement avaient besoin de se regarder dans les yeux, au sens figuré et au sens littéral, collectivement et publiquement, pour affirmer leur intention de respecter cet engagement. Au moment où ils le faisaient, les orateurs ont appelé la réunion un « moment d'espoir », que certains ont comparé avec ce qui est arrivé 70 ans plus tôt lorsque les dirigeants se sont réunis pour relever les défis du monde d'après-guerre et ont créé l'ONU.

Tout en célébrant la décision d'évoluer collectivement dans une nouvelle direction, les participants étaient pleinement conscients qu'ils seront jugés en fonction de la mise en œuvre du programme, et non sur les mots imprimés sur le document qu'ils venaient juste d'adopter. Les orateurs ont rappelé sobrement l'immensité des défis à relever, et ont réfléchi sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) qui étaient censés être atteints à la fin de 2015. Des plaintes au sujet des cibles des OMD non atteintes ont été exprimées aux côtés des rapports sur les succès concernant l'amélioration des niveaux d'éducation, les citoyens libérés de la pauvreté et l'autonomisation des femmes et des filles.

De nombreux participants au Sommet ont également réfléchi sur la négociation réussie des objectifs de développement durable (ODD) qui a conduit à ce stade. La négociation des ODD a eu lieu pendant une période où les progrès étaient extrêmement lents dans d'autres négociations environnementales multilatérales. Cela

étant, ce Sommet était non seulement un moment d'espoir, mais aussi l'occasion de réfléchir sur les éléments pour les succès à venir.

Le processus de négociation des ODD, qui constitue le point central du Programme de développement durable à l'horizon 2030, a commencé avec une période prolongée de « bilan » au cours de laquelle les gouvernements ont collectivement examiné les options et les éléments à inclure dans le résultat final. Beaucoup ont attribué le succès des négociations des ODD à ce processus déductif. Bien que plus limité dans sa portée et sa durée, le Sommet de trois jours de l'ONU sur le développement durable pourrait être considéré comme un bilan de la période de mise en œuvre. C'est dans cette optique que cette brève analyse examine le Sommet des Nations Unies sur le développement durable.

LE SUCCÈS DU GTO SUR LES ODD

Le Groupe de travail ouvert (GTO) sur les ODD, qui a été établi par la Conférence des Nations Unies sur le développement durable pour élaborer un ensemble de propositions d'objectifs de développement durable, a travaillé en deux phases. Tout au long de la première phase, appelée « bilan » (mars 2013 à février 2014), les experts et les différentes parties prenantes ont été invités à fournir des informations sur l'état des connaissances, les progrès et les défis liés à des thèmes à l'étude. Sur la base de ce bilan, le GTO a entrepris la deuxième phase du processus (février à juillet 2014) et a délibéré sur une proposition d'ODD et de cibles à soumettre à la 68^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Si le but du GTO était non seulement d'élaborer un ensemble d'ODD mais aussi d'instaurer un sentiment d'appropriation universelle des objectifs et des cibles, alors, il a été atteint de manière incontestable.

Pendant le Sommet, de nombreux délégués ont salué l'expérience et le leadership du GTO, et ont apprécié l'honneur d'avoir été impliqués dans le processus. Le représentant de la Serbie par exemple, a indiqué que son pays a participé activement au GTO, et souligné que le GTO avait été lancé au cours de la session de l'AGNU présidée par la Serbie. Le mandat de Rio+20 était la création d'un GTO comprenant 30 sièges, mais cette configuration a été élargie pour permettre au groupe d'accueillir les 70 États membres qui voulaient en faire partie: les sièges ont été « partagés » entre des pays qui n'étaient pas forcément dans les mêmes coalitions géographiques ou coalitions fondées sur des enjeux. Cette composition inhabituelle (30 petits groupes de pays, aussi appelés troïkas) a eu le mérite de faciliter les discussions et de briser les positions traditionnelles pour arriver à des solutions novatrices et consensuelles. Dans une réflexion sur la camaraderie qui s'est développée au cours du GTO, Chypre a remercié les camarades de sa troïka, Singapour et les Émirats arabes unis, et a exprimé la fierté de son pays d'avoir contribué à ce programme.

De l'avis de nombreux orateurs, le succès du GTO est aussi le résultat de la bonne direction et de la bonne gestion des Co-présidents, les Ambassadeurs Macharia Kamau (Kenya) et Csaba Kőrösi (Hongrie), et de David Donoghue (Irlande) qui, avec Kamau, a co-présidé la dernière année des négociations sur le Programme 2030. Des orateurs ont fait des observations sur la transparence et l'inclusion de ce processus qui a travaillé de manière constructive avec les grands groupes et autres parties

prenantes, et sur sa focalisation inébranlable sur les objectifs communs de la communauté internationale. Pendant le Sommet, l'attention a reflété cette focalisation et les délégués se sont engagés à œuvrer collectivement à la réalisation des ODD et du nouveau Programme.

ÉVALUER L'ENGAGEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE

Il est ressorti clairement des discours prononcés au Sommet que la mise en œuvre des ODD a déjà commencé; le sentiment d'appropriation du résultat négocié s'est étendu à l'engagement des parties prenantes de mettre en œuvre le Programme 2030. Les gouvernements ont indiqué qu'ils ont pris des mesures pour évaluer la manière dont les ODD seront mis en œuvre au sein de leurs ministères. D'autres ont fait savoir qu'ils se sont appuyés sur les ODD lors de l'élaboration de leurs CPDN pour la lutte contre les changements climatiques. Les organisations intergouvernementales et non gouvernementales ont énuméré les ODD couverts par leurs mandats, et des représentants du secteur privé ont indiqué qu'ils ont déjà commencé à utiliser les ODD pour leurs propres évaluations de la durabilité.

Certains délégués ont souligné les initiatives de développement durable déjà en place, ou annoncé des engagements de financement importants, démontrant une nouvelle fois leur attachement à la mise en œuvre. Le Président du Panama a indiqué sa détermination à rétablir 50% des zones déboisées de son pays au cours des 20 prochaines années. Le Roi d'Espagne a indiqué que son pays a créé, en collaboration avec le PNUD, le premier fonds dédié aux ODD, qui finance des projets dans plus de 17 pays. Le Président de la Chine a présenté une liste impressionnante d'engagements de financement, y compris la création d'un fonds d'aide de 2 milliards USD pour la coopération Sud-Sud en vue de la mise en œuvre des ODD, et l'augmentation des investissements dans les PMA à 12 milliards USD, d'ici 2030. Le représentant de la Fédération de Russie a déclaré que son pays a annulé des dettes s'élevant à un total de 20 milliards USD, et est en train d'instituer un système de conversion de la dette en aide pour les pays les plus démunis.

QUESTIONS EN SUSPENS

Dans un programme qui cherche à « ne laisser pour compte personne », comme l'ont imploré les orateurs successifs, certains délégués ont attiré l'attention sur le dernier élément de l'ensemble des ODD, à savoir les indicateurs, qui sont nécessaires pour mesurer et vérifier que leurs nobles objectifs sont atteints. En mars 2016, les 17 objectifs et 169 cibles seront rejoints par une série d'indicateurs en cours d'élaboration par la Commission de statistique des Nations Unies. Ces indicateurs ont le potentiel d'indiquer les objectifs qui sont sur la bonne voie, et là où des efforts supplémentaires devraient être déployés. Les données ventilées seront également critiques, les participants au Sommet l'ont souligné, pour mesurer chaque indicateur et veiller à ce que le Programme 2030 ne laisse pour compte personne. Dès que les indicateurs seront adoptés, les intervenants ont souligné la nécessité de renforcer les capacités pour s'assurer que chacun des 193 États membres de l'ONU puisse recueillir les données nécessaires pour le suivi et l'évaluation des indicateurs. Certains qualifient cet élément de la mise en œuvre de « révolution des données », et beaucoup ont souligné que le Programme 2030 sera incomplet tant que cette composante ne sera pas finalisée.

Outre les indicateurs et les données, le mécanisme de suivi et d'examen du Programme doit également être plus détaillé. Alors que le Programme 2030 décrit les modalités générales de suivi et d'examen aux niveaux national, régional et mondial, les détails opérationnels restent à définir. Des discussions devraient avoir lieu dans les prochains mois pour clarifier les modalités d'organisation du Forum politique de haut niveau (FPHN) sur l'examen mené par les États, les responsabilités institutionnelles, et les thèmes annuels et la séquence des examens thématiques à prendre en considération, entre autres aspects du cadre de suivi et d'examen. Certains intervenants ont souligné la nécessité de conclure l'examen de ces questions, et quelques-uns ont indiqué qu'ils présenteraient des propositions à l'AGNU dans les prochains mois.

ACHEVER LES ACCORDS DE 2015: LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Alors que les intervenants ont salué le PAAA en tant que cadre de financement du Programme 2030, et célébré le Programme 2030 et ses ODD, il a été largement noté que le véritable héritage de 2015 ne sera connu qu'après la Conférence de Paris sur les changements climatiques. De nombreux orateurs ont souligné les liens entre les accords de 2015, et attendaient cet événement final pour le parachèvement du Programme. La Présidente de la Croatie, Kolinda Grabar-Kitarović, a déclaré, dans le premier discours prononcé après l'adoption du Programme, que ce n'est qu'avec un résultat issu de la conférence de Paris que nous serons en mesure de dire que nous avons établi le cadre pour les ODD. Le Premier ministre de la Turquie, Ahmet Davutoglu, a déclaré que le résultat de Paris ajoutera « un autre anneau à la chaîne », et que les résultats des trois événements « établiront le cadre du programme global de développement pour les 15 prochaines années ». Dans une réflexion sur de nombreuses déclarations, le Président de la Hongrie, János Áder, a observé que si les objectifs climatiques ne sont pas atteints, tous les ODD seront compromis.

Compte tenu de l'importance accordée à la Conférence de Paris sur les changements climatiques, il n'est pas surprenant que de nombreux gouvernements aient utilisé leurs discours pour marquer leurs positions les plus récentes sur les changements climatiques. De nombreux orateurs se sont prononcés en faveur d'un accord juridiquement contraignant, et de nombreux PEID ont affirmé que cet accord devrait viser à maintenir le réchauffement global au-dessous de 1,5°C. D'autres ont souligné les limites de leur flexibilité, ou « marge de manœuvre », tels que les Tuvalu qui ont appelé à un mécanisme de réparation des pertes et des préjudices en tant qu'élément distinct dans le résultat de Paris, et ont déclaré que cela constitue une « ligne infranchissable » pour le pays.

Capitalisant sur le rassemblement des chefs d'État et de gouvernement, le Secrétaire général de l'ONU a organisé un déjeuner informel de haut niveau en marge du Sommet, pour « injecter une énergie plus grande » dans le processus de négociation sur les changements climatiques menant à Paris. Dans une conférence de presse qui a suivi la réunion, François Hollande, Président de la France et Président de la Conférence de Paris sur les changements climatiques, a souligné que le Programme 2030 et l'accord de Paris se renforcent mutuellement, et a déclaré que les dirigeants se sont engagés à continuer à travailler en étroite collaboration, les uns avec les autres. Il a exhorté tous les dirigeants à faire preuve de souplesse, de vision

et de leadership, et a réitéré sa proposition d'accueillir les chefs d'État et de gouvernement à Paris le 30 novembre, à l'ouverture de la réunion, pour « s'assurer que nous avons un accord que nous pouvons signer » à la fin de la conférence.

PARFOIS, IL INCOMBE À UNE GÉNÉRATION DE FAIRE PREUVE DE GRANDEUR

Au milieu des centaines de dirigeants nationaux et internationaux, les deux personnalités qui ont reçu des demandes répétées pour apparaître sur les photos et les autoportraits des autres participants étaient Malala Yousafzai et Mark Zuckerberg. Bien en-dessous de la moyenne d'âge des orateurs de la plénière, du dialogue et des événements parallèles, ils ont attiré un niveau d'attention et de célébrité que certains ont trouvé approprié pour ce Programme qui cherche à laisser le monde dans un meilleur état pour la prochaine génération. En tant que militante pour l'éducation des filles et Directeur général de Facebook, respectivement, ils ont exigé la sécurité, la paix et l'éducation des enfants, et ont vanté les possibilités générées par la connexion du monde au moyen de l'Internet. Leurs messages ont trouvé un écho chez les participants, car ils ne véhiculaient pas uniquement des idées nobles; en dépit de leur âge, ils ont eu un impact global réel sur les questions qui les passionnent. L'attention qui a été accordée à ces deux personnalités, qui sont devenues des icônes culturelles au-delà de la sphère de l'éducation des filles et des médias sociaux, est de bon augure pour l'avenir du Programme 2030, car l'accent est désormais mis sur les moyens pratiques nécessaires pour transformer notre monde.

Parmi les citations inspirantes discutées lors du Sommet, la déclaration de Nelson Mandela que « parfois, il incombe à une génération de faire preuve de grandeur » a eu un écho chez de nombreux participants. Les délégués au Sommet ont reconnu que le Programme 2030 représente une dernière chance pour placer le monde sur une voie durable, et ont accepté leur responsabilité de laisser le monde dans un meilleur état pour leurs enfants. En outre, pendant le Sommet, les déclarations ont démontré que les États membres de l'ONU reconnaissent que le processus d'élaboration des ODD a abouti à un résultat qui peut passionner les parties prenantes du monde entier.

Baucoup ont reconnu que le processus de négociation était unique, et le résultat a été adopté fièrement et entièrement. Au début des négociations, bon nombre de personnes pensaient qu'un accord sur ce vaste programme serait irréalisable, mais les négociations habilement menées et la possibilité d'innovation grâce à la méthode de la troïka ont contribué à une approche dans laquelle les participants ont exploré les possibilités ensemble, et sont parvenus à un accord que leurs chefs d'État et de gouvernement ont embrassé. Alors que les trois jours de septembre étaient la célébration d'un accord, ils ont également apporté un soutien de haut niveau pour aller de l'avant, et envoyé des signaux clairs sur les priorités. Les nombreuses annonces d'engagements des gouvernements ont sûrement apporté un soutien à l'ONU, qui, dans un monde de promesses non tenues, peut généralement inspirer, cajoler, exhorter, mais ne peut jamais menacer ou contraindre. Les décisions finales sur les indicateurs, le suivi et l'évaluation et sur les changements climatiques seront des éléments essentiels pour la réussite du Programme, et leur forme définitive doit encore être déterminée, tout comme l'ensemble de la portée du pivot de 2015 vers le développement durable.

RÉUNIONS À VENIR

Mise en œuvre de l'ODD « Océans »: de la science à

l'action: La conférence vise à discuter et à identifier la manière d'atteindre l'objectif de développement durable (ODD) sur les océans, y compris la manière de faire le meilleur usage des connaissances scientifiques et de placer les océans sur une voie durable. Cette conférence est organisée par l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), en partenariat avec l'Ambassade des États Unis en France et la Commission océanographique intergouvernementale (COI/UNESCO). **date:** 2 octobre 2015 **lieu:** Paris, France **contact:** Iddri **e-mail:** carine.antunes@iddri.org **www:** <http://www.iddri.org/Themes/Oceans-et-zones-cotieres/>

Sommet « Eye on Earth »: Ce sommet, organisé par un partenariat d'organisations incluant l'Initiative d'Abou Dhabi sur les données environnementales mondiales (AGEDI) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), vise à identifier les solutions pour un meilleur accès aux données et leur meilleur partage, de manière à fournir aux décideurs, en temps opportun, des informations utiles pour les décisions critiques nécessaires à la mise en œuvre du Programme de développement pour l'après-2015. **dates:** 6-8 octobre 2015 **lieu:** Abou Dhabi, Émirats arabes unis **contact:** Larissa Owen, AGEDI **téléphone:** +971-2-693-4436 **www:** <http://www.coesummit.org>

Assemblées annuelles 2015 du Groupe Banque mondiale et du Fonds monétaire international: Les assemblées annuelles du Groupe Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) réunissent chaque année les banques centrales, les ministres des finances et du développement, les dirigeants du secteur privé et des universitaires pour discuter des progrès accomplis dans le travail du FMI et du Groupe Banque mondiale. Le programme des Assemblées annuelles comprend également des séminaires, des réunions d'information régionales, des conférences de presse et beaucoup d'autres événements axés sur l'économie mondiale, le développement international et les marchés financiers mondiaux. **dates:** 9-11 octobre 2015 **lieu:** Lima, Pérou **contact:** Bureau du Secrétariat des conférences d'entreprise GBM **téléphone:** +1 202-473-7272 **fax:** +1-202-522-7139 **e-mail:** SECCOffice@worldbank.org ou la Division des événements institutionnels du Département du Secrétaire du FMI **téléphone:** +1 202 623-0648 **fax:** +1 202 623-4100 **e-mail:** secministerialmeetings@imf.org **www:** <http://www.banquemondiale.org/assemblies/annuelles/2015/>

Huitième réunion du Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD): Ce sommet est organisé par le ministère des Affaires étrangères de la Turquie, et devra discuter de la mise en œuvre des ODD, des cibles et des indicateurs liés à la migration. **dates:** 14-16 octobre 2015 **lieu:** Istanbul, Turquie **contact:** Mme Esen Altuğ, Directrice générale adjointe pour les migrations, l'asile et les visas **téléphone:** +90 312 292 2325 **e-mail:** ealtug@mfa.gov **www:** <http://www.gfmd.org/meetings/turkey2014-2015/calendar>

Atelier de l'OCDE sur la communication des ODD: Cette année, la réunion annuelle du Réseau de communication sur le développement (DevCom) de l'OCDE mettra l'accent sur la communication et le dialogue avec le public sur les ODD. L'atelier « Communication sur le développement et le cadre pour l'après-2015: l'apprentissage par l'expérience » est organisé

conjointement par le PNUD et le Centre de développement de l'OCDE. **dates:** 22 et 23 octobre 2015 **lieu:** Paris, France **téléphone:** +33-1-45-24-82-00 **fax:** +33-1-45-24-85-00 **www:** <http://www.oecd.org/dev/pgd/devcom-meetings.htm>

Deuxième réunion du GIEI-ODD: Le Groupe inter institutions et d'experts sur les indicateurs des ODD a été chargé d'élaborer un cadre d'indicateurs pour les objectifs et les cibles du programme de développement pour l'après-2015 au niveau mondial, et de soutenir sa mise en œuvre. **dates:** 26-28 octobre 2015 **lieu:** Bangkok, Thaïlande **contact:** Division de la statistique de l'ONU **e-mail:** statistics@un.org **www:** <http://unstats.un.org/sdgs/>

Réunion de haut niveau: Suivi et évaluation du Programme de développement pour l'après-2015: Cet événement examinera les prochaines étapes de la mise en œuvre des ODD, avec un accent sur le rôle potentiel du Réseau mondial d'outils fonciers (GLTN) dans le soutien aux gouvernements nationaux pour mener le suivi et l'évaluation des ODD liés aux sols et à la terre. L'événement se tiendra dans le cadre de la 6^e réunion des Partenaires du GLTN. Les organisateurs comprennent: l'Institut des études avancées sur la durabilité (IASS), l'ONU-Habitat et le PNUE. **date:** 2 novembre 2015 **lieu:** Nairobi, Kenya **contact:** Oscar Schmidt, IASS **téléphone:** +49-331-288-224-31 **e-mail:** Oscar.schmidt@iass-potsdam.de **www:** www.iass-potsdam.de/en/content/high-level-event-follow-and-review-post-2015-development-agenda

Sommet du G20: La présidence turque du Groupe des 20 (G20) sera l'hôte du Sommet des dirigeants du G20. Le G20 vise à achever le sommet avec des résultats concrets sur des domaines prioritaires tels que le développement, les changements climatiques, le financement de la lutte contre les changements climatiques, le commerce, la croissance et l'emploi. **dates:** 15 et 16 novembre 2015 **lieu:** Antalya, Turquie **e-mail:** G20info@mfa.gov.tr **www:** <https://g20.org/>

Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth: La Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth se penchera sur le thème, « Ajouter une valeur globale » **dates:** 27-29 novembre 2015 **lieu:** Malte **www:** <https://chogm2015.mt/>

CdP 21 à la CCNUCC: La 21^e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) devrait avoir lieu en décembre 2015, à Paris, en France, pour adopter un nouvel accord sur les changements climatiques. **dates:** 30 novembre - 11 décembre 2015 **lieu:** Paris, France **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228-815-1000 **fax:** +49-228-815-1999 **e-mail:** secretariat@unfccc.int **www:** <http://www.unfccc.int>

Forum de l'OCDE pour la croissance verte et le développement durable: Le Forum 2015 pour la croissance verte et le développement durable (GGSD Forum) est organisé par l'OCDE sur le thème « Favoriser la prochaine révolution industrielle: le rôle de la pensée systémique et de la politique d'innovation dans la promotion de la croissance verte ». Ce forum examinera la manière d'encourager la « prochaine révolution industrielle » par des politiques d'innovation des systèmes, en s'appuyant sur les travaux de plusieurs comités de l'OCDE, y compris le Comité de la politique scientifique et technologique, le Comité de l'industrie, de l'innovation et de l'entrepreneuriat, le Comité des politiques environnementales, le Comité de politique économique et le Comité des produits

chimiques. **dates:** 14-15 décembre 2015 **lieu:** Paris, France **contact:** Kumi Kitamori et Ryan Parmenter **téléphone:** +33-1-45-24-82-00 **fax:** +33-1-45-24-85-00 **e-mail:** Kumi.Kitamori@oecd.org Ryan.Parmenter@oecd.org **www:** <http://www.oecd.org/greengrowth/ggsd-2015.htm>

Semaine du développement durable 2016 d'Abou Dhabi:

La Semaine du développement durable d'Abou Dhabi, une initiative du Gouvernement d'Abou Dhabi, réunit des décideurs, des investisseurs et des leaders d'opinion pour examiner les défis de l'énergie renouvelable et du développement durable. Il s'agit du plus grand rassemblement sur la durabilité organisé au Moyen-Orient. La Semaine 2016 comprendra le Sommet mondial sur l'énergie du futur, entre autres événements de haut niveau. **dates** 16-23 janvier 2016 **lieu:** Abou Dhabi, Émirats arabes unis **www:** <http://abudhabisustainabilityweek.com/>

Deuxième réunion du Comité à composition non limitée des représentants permanents auprès du PNUE: Le Comité à composition non limitée des représentants permanents se préparera pour la prochaine réunion de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement. **dates:** 15-19 février 2016 **lieu:** Nairobi, Kenya **contact:** Jorge Laguna Celis, Secrétaire des organes directeurs **e-mail:** jorge.laguna-celis@unep.org **www:** <http://www.unep.org/about/sgb>

Débat consacré aux activités opérationnelles de l'ECOSOC 2016: La session de 2016 du débat consacré aux activités opérationnelles de l'ECOSOC comprendra une discussion sur les nouvelles questions de politique, dans le contexte du dialogue de l'ECOSOC sur le positionnement à long terme du système de développement des Nations Unies. **dates:** 22-24 février 2016 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Bureau d'appui et de coordination de l'ECOSOC **téléphone:** +1-212-963-8415 **e-mail:** ecosocinfo@un.org **www:** http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=E/2016/L.1/2016

47^e session de la Commission de statistique des Nations Unies: La 47^e session de la Commission de statistique des Nations Unies (CSNU) devrait s'accorder sur le cadre des indicateurs et sur un ensemble d'indicateurs pour le programme de développement pour l'après-2015, entre autres points de l'ordre du jour. Le Groupe des amis du Président de la CSNU sur les mesures plus larges de progrès préparera et guidera les discussions sur le développement et la mise en œuvre du cadre. **dates:** 8-11 mars 2016 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** CSNU **e-mail:** statcom@un.org **www:** <http://unstats.un.org/unsd/statcom/commission.htm>

Sommet mondial sur l'action humanitaire: Ce sommet est une initiative du Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, et est organisé par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH). Le sommet rassemblera la communauté humanitaire avec d'autres acteurs des sphères du développement de la consolidation de la paix et du maintien de la paix pour travailler à une approche cohérente dans la prestation de l'aide humanitaire. Le Secrétaire général Ban Ki-moon est en train d'établir un Groupe de haut niveau sur le financement de l'action humanitaire qui sera chargé de formuler des recommandations pour aider à cadrer les discussions du Sommet. **dates:** 23 et 24 mai 2016 **lieu:** Istanbul, Turquie **contact:** Breanna Ridsdel **téléphone:** +1-917-783-9336 **e-mail:** media@whsummit.org **www:** <http://www.worldhumanitariansummit.org>

Deuxième réunion de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement: L'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement tiendra sa deuxième réunion en 2016. L'ANUE du PNUE représente le plus haut niveau de la gouvernance internationale des affaires environnementales dans le système des Nations Unies. **dates:** 23-27 mai 2016 **lieu:** Nairobi, Kenya **contact:** Jorge Laguna-Celis, Secrétaire des organes de direction **e-mail:** jorge.laguna-celis@unep.org **www:** <http://www.unep.org/about/sgb/>

FPHN 2016: La quatrième session du Forum politique de haut niveau (FPHN) sur le développement durable sera la première réunion du FPHN après l'adoption du Programme 2030 et des ODD. **dates:** 11-20 juillet 2016 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Bureau d'appui et de coordination de l'ECOSOC **e-mail:** ecosocinfo@un.org **www:** <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf>

Pour en savoir plus sur d'autres réunions à venir, consulter: <http://sd.iisd.org>

GLOSSAIRE

AGNU	Assemblée générale des Nations Unies
APD	Aide publique au développement
BAsD	Banque asiatique de développement
CPDN	Contributions prévues déterminées au niveau national
ECOSOC	Conseil économique et social
FfD3	Troisième Conférence internationale sur le financement du développement
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FPHN	Forum politique de haut niveau sur le développement durable
GTO	Groupe de travail ouvert
MFT	Mécanisme de facilitation des technologies
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de développement durable
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PAAA	Programme d'action d'Addis-Abeba
PDG	Président-directeur général
PDSL	Pays en développement sans littoral
PEID	Petits États insulaires en développement
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PRI	Pays à revenu intermédiaire
RRC	Réduction des risques de catastrophe
SE4ALL	Énergie durable pour tous
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature